



**Organisation  
mondiale de la Santé**

Région Méditerranée orientale

**Comité régional de la Méditerranée orientale  
Soixante et onzième session  
Point 5 a) de l'ordre du jour provisoire**

**EM/RC71/7  
Septembre 2024**

---

**Version destinée aux Comités régionaux**

Original : Anglais

**Argumentaire d'investissement 2025-2028**

# Un monde mobilisé pour la santé, la santé pour tout le monde

Argumentaire d'investissement 2025-2028



Organisation  
mondiale de la Santé



# Un monde mobilisé pour la santé, la santé pour tout le monde

**Argumentaire d'investissement 2025-2028**



**Organisation  
mondiale de la Santé**

Un monde mobilisé pour la santé, la santé pour tout le monde : argumentaire d'investissement 2025-2028

ISBN 978-92-4-009540-3 (version électronique)

ISBN 978-92-4-009541-0 (version imprimée)

### © Organisation mondiale de la Santé 2024

Certains droits réservés. La présente publication est disponible sous la licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Partage dans les mêmes conditions (CC BY-NC-SA 3.0 IGO ; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo>).

Aux termes de cette licence, vous pouvez copier, distribuer et adapter l'œuvre à des fins non commerciales, pour autant que l'œuvre soit citée de manière appropriée, comme il est indiqué ci-dessous. Quelle que soit votre utilisation de ce document, rien ne doit suggérer que l'OMS approuve une quelconque organisation, des produits ou des services particuliers. Il vous est interdit d'utiliser le logo de l'OMS. Si vous adaptez cette œuvre, vous êtes tenu de diffuser toute nouvelle œuvre sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si vous traduisez cette œuvre, il vous est demandé d'ajouter la clause de non-responsabilité suivante à la citation suggérée : « La présente traduction n'a pas été établie par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). L'OMS ne saurait être tenue pour responsable du contenu ou de l'exactitude de la présente traduction. L'édition originale anglaise est l'édition authentique qui fait foi. »

Toute médiation relative à un différend survenu dans le cadre de la licence sera menée conformément au Règlement de médiation de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules/>).

**Citation suggérée.** Un monde mobilisé pour la santé, la santé pour tout le monde : argumentaire d'investissement 2025-2028. Genève : Organisation mondiale de la Santé ; 2024. Licence : CC BY-NC-SA 3.0 IGO.

**Catalogage à la source.** Disponible à l'adresse <https://iris.who.int/>.

**Ventes, droits et licences.** Pour acheter les publications de l'OMS, consultez le site <https://www.who.int/publications/book-orders>. Pour soumettre une demande en vue d'un usage commercial ou une demande concernant les droits et licences, voir <https://www.who.int/fr/about/policies/publishing/copyright>.

**Matériel attribué à des tiers.** Si vous souhaitez réutiliser du matériel figurant dans la présente œuvre qui est attribué à un tiers, tel que des tableaux, figures ou images, il vous appartient de déterminer si une permission doit être obtenue pour un tel usage et d'obtenir cette permission du titulaire du droit d'auteur. L'utilisateur s'expose seul au risque de plaintes résultant d'une infraction au droit d'auteur dont est titulaire un tiers sur un élément de la présente œuvre.

**Clause générale de non-responsabilité.** Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'OMS aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les traits discontinus formés d'une succession de points ou de tirets sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

La mention de firmes et de produits commerciaux ne signifie pas que ces firmes et ces produits commerciaux sont approuvés ou recommandés par l'OMS, de préférence à d'autres de nature analogue non mentionnés. Sauf erreur ou omission, une majuscule initiale indique qu'il s'agit d'un nom déposé.

L'Organisation mondiale de la Santé a pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois, le matériel publié est diffusé sans aucune garantie, expresse ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation dudit matériel incombe au lecteur. En aucun cas, l'OMS ne saurait être tenue responsable des préjudices subis du fait de son utilisation.

Conception et mise en page: blossom.it

# Table des matières

<b>Avant-propos du Directeur général</b>	<b>4</b>
<b>Remerciements</b>	<b>5</b>
<b>Abréviations</b>	<b>6</b>
<b>Résumé</b>	<b>8</b>
<b>1. Les réalisations de l’OMS en 2025-2028</b>	<b>14</b>
1.1. Promouvoir la bonne santé et le bien-être	17
1.2. Fournir des services de santé là où ils sont le plus nécessaires	21
1.3. Protéger le monde contre les urgences sanitaires	26
<b>2. Une transformation pour produire un impact</b>	<b>30</b>
2.1. Montrer l’exemple	33
2.2. Mettre la science et les données au service de l’impact	36
2.3. Renforcer les bureaux de pays afin d’amplifier l’impact	39
<b>3. Investir dans l’OMS pour un monde plus sûr et plus sain</b>	<b>40</b>
<b>4. Ensemble, créer de la valeur pour tout le monde</b>	<b>44</b>
<b>Références</b>	<b>46</b>
<b>Annexe : Contributions volontaires au segment de base, recettes</b>	<b>47</b>

# Avant-propos du Directeur général



**D<sup>r</sup> Tedros Adhanom Ghebreyesus**

Directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé

Lorsque la Constitution de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) est entrée en vigueur en 1948, l'espérance de vie moyenne dans le monde était de 46 ans. La variole frappait encore au moins 10 millions de personnes chaque année, tandis qu'en l'absence de vaccins, la poliomyélite, la rougeole, le paludisme, la méningite et d'autres maladies mortelles tuaient des millions d'enfants dans le monde. Un nombre incalculable de femmes et d'enfants mouraient de complications liées à l'accouchement. On ne connaissait pas les risques liés au tabagisme ; le personnel de l'OMS fumait même dans les bureaux.

En 76 ans, l'espérance de vie moyenne a progressé pour passer à 73 ans, les gains les plus importants étant enregistrés dans les pays les plus pauvres. La variole a disparu et la poliomyélite ne tardera pas à faire de même. Les vaccins permettent aujourd'hui de prévenir plus de 30 maladies mortelles, et la liste ne cesse de s'allonger. Quelque 42 pays ont éliminé le paludisme et les épidémies du virus de l'immunodéficience humaine et de la tuberculose reculent. Rien qu'au cours des 20 dernières années, la prévalence du tabagisme et la mortalité maternelle ont diminué d'un tiers, et la mortalité de l'enfant de plus de moitié.

Malgré ces progrès, la santé est sans doute plus menacée aujourd'hui qu'elle ne l'a jamais été depuis la création de l'OMS. Notre monde est déchiré par de profondes inégalités, y compris en matière de santé, qui ont été amplifiées par la pandémie de maladie à coronavirus 2019. Plus de la moitié de la population mondiale n'est pas entièrement couverte par un ou plusieurs services de santé essentiels, et deux milliards de personnes sont confrontées à des difficultés financières en raison des dépenses de santé à leur charge.

Les conséquences sont profondes : le nombre d'enfants qui n'ont pas reçu une seule dose de vaccin augmente pour la première fois dans l'histoire moderne ; les maladies non transmissibles sont désormais la principale cause de mortalité prématurée, en particulier dans les pays à faible revenu ; les troubles mentaux sont bien mieux compris, et pourtant beaucoup plus répandus qu'on ne l'imaginait ; la résistance aux antimicrobiens menace de réduire à néant un siècle de progrès médicaux ; et les changements climatiques remettent en question l'habitabilité même de notre planète dont dépend toute vie. En outre, les conflits, l'insécurité

et les déplacements de population sont monnaie courante, tandis que la tendance inquiétante aux attaques dirigées contre les agents de santé et les établissements de soins s'est intensifiée de manière alarmante.

Le quatorzième programme général de travail (quatorzième PGT) a été élaboré pour aider les États Membres à relever ces défis, et le présent argumentaire d'investissement détaille les ressources nécessaires à sa mise en œuvre. Il s'appuie sur les améliorations significatives déjà apportées dans le cadre de la transformation de l'OMS pour rendre notre financement plus prévisible, plus souple et plus durable.

Les investissements consacrés à l'OMS ont « un retour sur investissement sain » : ils permettent de générer des retombées économiques s'élevant à 35 dollars des États-Unis (USD) pour chaque dollar investi, grâce à l'amélioration des résultats sanitaires du fait d'une intensification des interventions fondées sur la fiabilité des conseils et de l'appui apportés par l'OMS.

L'architecture de la santé mondiale est beaucoup plus complexe aujourd'hui, avec des capacités considérablement accrues, qu'elle ne l'était en 1948. Néanmoins, l'OMS reste une organisation exceptionnelle, dotée d'un mandat exceptionnel, d'une légitimité exceptionnelle, d'une empreinte mondiale exceptionnelle et d'une expertise exceptionnelle. On dit souvent que si l'OMS n'existait pas, il faudrait la créer, et dans le climat géopolitique actuel, il n'est pas du tout certain qu'elle pourrait l'être.

Une OMS forte et financée de manière durable est donc essentielle pour que le monde puisse faire face aux multiples menaces qui pèsent sur la santé. Nous sommes profondément reconnaissants envers les États Membres et les autres donateurs pour leur généreux soutien, eux qui ont investi dans l'OMS tout au long de son histoire, et plus particulièrement ces dernières années. Nous sollicitons leur engagement continu pour faire de notre vision fondatrice intemporelle consistant à atteindre le meilleur état de santé possible pour tous un droit fondamental.

# Remerciements

L'OMS remercie chaleureusement tous ses États Membres pour leurs contributions fixées totalement souples qui ont permis de financer ce rapport. Ce dernier est le fruit d'un processus d'élaboration itératif avec les États Membres et nos partenaires. Nous remercions pour leur précieuse contribution les experts en modélisation des maladies, tant au sein du Secrétariat de l'OMS que des consortiums de modélisation, ainsi que les principaux experts du monde universitaire, notamment les membres de la Commission The Lancet sur l'investissement en faveur de la santé. La Fondation Bill and Melinda Gates a financé la modélisation supplémentaire nécessaire à l'estimation complète du nombre de vies sauvées.



# Abréviations

---

<b>APEC</b>	Association de coopération économique Asie-Pacifique
<b>APFPGH</b>	Forum parlementaire Asie-Pacifique sur la santé mondiale
<b>ASEAN</b>	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
<b>ATACH</b>	Alliance pour une action transformatrice sur le climat et la santé
<b>BAfD</b>	Banque africaine de développement
<b>BAfD</b>	Banque asiatique de développement
<b>CDC-Afrique</b>	Centres africains de prévention et de contrôle des maladies
<b>CEDEAO</b>	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
<b>COVID-19</b>	Maladie à coronavirus 2019
<b>CSU</b>	Couverture sanitaire universelle
<b>CUA</b>	Commission de l'Union africaine
<b>EUL</b>	Protocole d'autorisation d'utilisation d'urgence
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>GAVI</b>	Gavi Alliance
<b>IST</b>	Infections sexuellement transmissibles
<b>MNT</b>	Maladies non transmissibles

---

---

<b>NTD</b>	Maladies tropicales négligées
<b>ODD</b>	Objectifs de développement durable
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la Santé
<b>PNUE</b>	Programme des Nations Unies pour l'environnement
<b>quatorzième PGT</b>	Quatorzième programme général de travail
<b>RAM</b>	Résistance aux antimicrobiens
<b>R-D</b>	Recherche-développement
<b>RSI</b>	Règlement sanitaire international
<b>SADC</b>	Communauté de développement de l'Afrique australe
<b>SSP</b>	Soins de santé primaires
<b>TB</b>	Tuberculose
<b>treizième PGT</b>	Treizième programme général de travail
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
<b>VIH</b>	Virus de l'immunodéficience humaine
<b>WASH</b>	Eau, assainissement et hygiène

---

# Résumé



Au cours des cinq dernières années, le Secrétariat de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a aidé les pays à appliquer les dernières connaissances scientifiques et pratiques en matière de santé, avec des résultats mesurables : 1,25 milliard de personnes jouissent d'un meilleur état de santé grâce à la réduction des risques et à un environnement plus sain ; près de 430 millions de personnes supplémentaires sont couvertes par des services de santé essentiels sans être exposées à des difficultés financières ; et 600 millions de personnes sont mieux protégées face aux situations d'urgence sanitaire. Ces résultats sont obtenus avec un budget annuel de 2,75 milliards USD, soit moins de 0,35 USD par personne.

Mais nous sommes loin d'avoir parcouru le chemin qui mènera à la réalisation des objectifs de développement durable liés à la santé d'ici à 2030. Face à des défis tels que les changements climatiques, l'évolution de la démographie et de l'épidémiologie, ainsi que la menace constante d'épidémies et de conflits, des solutions énergiques et globales sont plus que jamais nécessaires.

Grâce à sa structure de gouvernance participative incluant les 194 États Membres, à ses priorités communes et à ses partenariats actifs avec les coalitions du secteur de la santé et la société civile, l'OMS joue un rôle central dans la création d'un avenir meilleur pour tout le monde. Seule l'OMS possède l'envergure et la légitimité nécessaires pour établir et mettre en œuvre des normes mondiales de santé fondées sur des données probantes ; l'OMS joue un rôle de premier plan dans la mobilisation d'un accès équitable à des technologies susceptibles de sauver des vies, en renforçant les systèmes de santé dans le monde entier ; et seule l'OMS joue un rôle de coordination des systèmes mondiaux d'alerte rapide pour la détection des épidémies. La nouvelle stratégie de l'OMS pour 2025-2028, le quatorzième programme général de travail (quatorzième PGT), est le fruit d'un travail conjoint mené par tous les États Membres et les partenaires, sous l'égide du Secrétariat de l'OMS, qui accélérera les progrès dans le domaine de la santé et du bien-être partout et pour tout le monde.

D'ici à 2028, grâce au quatorzième PGT, l'OMS aura réalisé d'autres progrès majeurs en matière de santé

: les efforts combinés de l'OMS, de ses États Membres et de ses partenaires dans le vaste domaine de la santé auront sauvé 40 millions de vies. L'action de l'OMS permettra d'obtenir des résultats tangibles en matière de promotion, de garantie et de protection de la santé, par exemple en améliorant l'accès à l'insuline et aux soins de santé de base pour les diabétiques, en créant 10 000 établissements de santé résistants aux changements climatiques et aux chocs, en formant 3,2 millions d'agents de santé supplémentaires et en détectant les menaces grâce à l'analyse de plus de 9 millions d'informations de surveillance par mois.

Au niveau organisationnel, le plus vaste effort de transformation de l'histoire de l'OMS a renforcé la capacité de l'Organisation à se concentrer sur la science, les données et les résultats, et à fournir un soutien plus efficace et mieux adapté aux pays. Une fonction de Scientifique en chef a été créée, les divisions chargées des données ont été unifiées et les fonctions institutionnelles mondiales ont été rationalisées afin d'accroître l'efficacité. Les bureaux de pays disposent de plus de ressources et de pouvoirs délégués, ainsi que d'une responsabilisation renforcée et d'une plus grande efficacité dans l'établissement de rapports.

Cependant, pour mettre en œuvre cette stratégie, l'OMS doit pouvoir compter sur des financements prévisibles et durables. Les besoins budgétaires pour les 4 années couvertes par le quatorzième PGT s'élèvent au total à 11,1 milliards USD. Les États Membres se sont engagés sur une trajectoire visant à augmenter les contributions fixées, ce qui permettra de couvrir 4 milliards USD de ce budget. Il en résulte un déficit de financement de 7,1 milliards USD pour l'OMS, qui doit être comblé par des contributions volontaires.

Investir dans l'OMS, c'est investir dans l'humanité, un investissement qui rend le monde plus sain, plus juste et plus sûr.

C'est un investissement qui nous rapproche tous de la vision de la santé pour tout le monde.

Mais pour transformer cette vision en réalité, nous avons besoin de votre soutien

## Un monde mobilisé pour la santé, la santé pour tout le monde

Avec ses États Membres et ses partenaires,  
l'OMS contribuera à sauver au moins

# 40 millions

de vies supplémentaires grâce à ses  
interventions entre 2025 et 2028



Grâce à son rôle dans la gestion de la santé, l'élaboration de biens de santé publique et l'appui technique dans les pays, l'OMS aidera les États Membres à avancer plus rapidement vers la réalisation des cibles des objectifs de développement durable



<sup>a</sup> Comprend le tabac, l'alcool, l'inactivité physique, les mauvaises habitudes alimentaires

<sup>b</sup> Comprend la préparation et la prévention des épidémies à risque élevé, y compris par exemple la rougeole, la fièvre jaune, la méningite et le risque d'événement pandémique

En collaboration avec les États Membres et ses partenaires, l'OMS étend ses cibles du triple milliard pour promouvoir la bonne santé, fournit des services de santé qui n'entraînent pas de difficultés financières et protège les personnes contre les urgences sanitaires en vue d'atteindre à terme la population mondiale pour chaque cible, afin de réaliser l'objectif de la santé pour tout le monde.

**Promouvoir la santé**

6 milliards de personnes d'ici 2028

+2 milliards

vivant une vie plus saine

**Garantir la santé**

5 milliards de personnes d'ici 2028

+1,5 milliard

accédant aux services de santé sans rencontrer de difficultés financières

**Protéger la santé**

7 milliards de personnes d'ici 2028

+1,1 milliard

mieux protégées face aux situations d'urgence sanitaire

Pour atteindre ces objectifs, les États Membres ont besoin d'un Secrétariat de l'OMS fort pour :



### Promouvoir la bonne santé et le bien-être de tout le monde

#### Renforcer la résilience climatique

Élaborer et mettre en œuvre des plans d'adaptation aux changements climatiques, et rendre 10 000 établissements de santé fonctionnels, notamment grâce à l'électrification solaire.

#### Mettre en œuvre les meilleurs choix concernant les MNT

Faire reculer l'obésité dans 31 pays, couvrant 1,2 milliard de personnes, et combattre le tabagisme, la consommation d'alcool et l'inactivité physique dans 52 pays représentant 3,2 milliards de personnes.

#### Villes-santé et villes-amies des aînés

74 villes mettent en œuvre des interventions éprouvées pour lutter contre les MNT, et le réseau des villes-amies des aînés s'étend à plus de 2000 villes.



### Fournir des services dans le cadre de l'approche des soins de santé primaires

#### Renforcer les personnels de santé

Aider 55 pays à former et à employer 3,2 millions d'agents de santé supplémentaires.

#### Améliorer l'accès aux services

Augmenter de 247 millions le nombre de vaccins fournis dans 20 pays prioritaires ; porter le nombre de personnes sous traitement antihypertenseur à 200 millions dans 42 pays.

#### Accélérer l'élimination des maladies

84 pays réalisent les cibles de l'OMS pour l'élimination des maladies, par exemple le paludisme et la transmission des maladies tropicales négligées, et l'élimination de la transmission du VIH de la mère à l'enfant, de l'hépatite B ou de la syphilis.



### Protéger le monde contre les urgences sanitaires

#### Riposte humanitaire

Fournir un accès aux services de santé à plus de 150 millions de personnes dans 30 pays, dont 40 millions de visites de soins primaires.

#### Alertes et intervention en cas d'épidémie

Recenser, évaluer et donner des informations sur 30 menaces pour la santé par mois et coordonner une intervention simultanée pour 60 situations d'urgence à tout moment.

#### Améliorer la préparation

Améliorer les scores selon l'outil pour l'établissement de rapports du Règlement sanitaire international, en améliorant l'état de préparation de 83 pays représentant 1,4 milliard de personnes.



## Donner à la santé mondiale les moyens d'agir plus rapidement

#### Accès plus rapide

Achever les orientations et la préqualification correspondante dans un délai de 12 mois pour 400 produits de santé.

#### De meilleures données

Renforcer l'accès à des données fiables et actualisées par l'intermédiaire du Centre mondial de données sanitaires ; utiliser ces données pour fixer des objectifs et stimuler les progrès vers les cibles en matière de santé dans plus de 100 pays.

#### Apport d'un appui ciblé aux pays

Chaque bureau de pays de l'OMS stimule les progrès nationaux grâce à une coopération technique guidée par une théorie du changement qui montre la contribution unique apportée par l'OMS.



## Veiller à ce que l'OMS soit forte pour agir en faveur de la santé

#### Démontrer l'excellence institutionnelle

La responsabilisation, la transparence et l'efficacité sont démontrées par des vérifications et des mécanismes de surveillance.

#### Financement durable

Financer les produits hautement prioritaires à hauteur de 80 % de leur budget prévisionnel.

#### Renforcer les bureaux de pays

Mettre en place une présence prévisible dans les pays et augmenter la proportion de personnel bénéficiant de contrats à long terme à tous les niveaux.



## Un monde mobilisé pour la santé

L'OMS incarne l'engagement collectif de ses États Membres et de ses partenaires envers la santé comme objectif mondial

## La santé pour tout le monde

L'OMS stimule les progrès des pays en direction du bien-être de tout le monde, guidée par des normes fondées sur des données factuelles, et intervient lorsque des vies sont menacées par des situations d'urgence



# 1 Les réalisations de l'OMS en 2025-2028



## « L'Organisation mondiale de la Santé dispose de l'autorité morale et de la dimension mondiale unique pour faire progresser les stratégies à long terme dont nous avons besoin pour assurer un véritable bien-être. »

Gordon Brown, Ambassadeur de l'OMS pour le financement de la santé mondiale

Au cours de ses 75 années d'existence, l'OMS a contribué aux progrès de la santé mondiale en faisant reculer le taux de mortalité et en faisant progresser l'espérance de vie. Pourtant, des problèmes persistent : l'augmentation de l'espérance de vie ralentit, la mortalité maternelle stagne et les conflits exacerbent les crises sanitaires. En 2024, près de 300 millions de personnes auront besoin d'une aide humanitaire, ce qui souligne la nécessité de protéger les soins de santé dans les situations d'urgence et de garantir la paix pour la santé. Lorsque les soins de santé ne sont pas protégés dans les situations d'urgence humanitaire, des vies sont immédiatement menacées. Les perturbations subies par les systèmes de santé créent en outre un cycle caractérisé par une réduction de l'accès à la santé et une aggravation de la pauvreté.

La fixation de priorités par l'OMS, la création de biens de santé mondiaux et l'aide apportée aux pays sont les fondements de l'action sanitaire mondiale. Cette base solide facilite non seulement les partenariats, mais catalyse également des investissements supplémentaires dans le domaine de la santé. L'OMS facilite et intensifie les efforts ciblés d'organisations telles que Gavi, l'Alliance du vaccin et le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial). De surcroît, le rôle de l'OMS va au-delà de la définition du programme d'action mondial en faveur de la santé ; l'Organisation assure la bonne gestion d'un écosystème favorable à l'innovation où les progrès profitent à tout le monde. En favorisant l'adoption d'une approche fondée sur les soins de santé primaires, l'OMS fait progresser la couverture sanitaire universelle (CSU) tout en répondant aux besoins propres à chaque pays.

Pour relever les défis sanitaires complexes actuels, il faut une action multisectorielle. Les maladies non transmissibles sont à l'origine de près des trois quarts de la mortalité mondiale et nécessitent des interventions en amont dans les domaines social, comportemental et environnemental. Les changements climatiques font encore progresser les risques sanitaires, soulignant la nécessité d'une gouvernance et d'une préparation mondiales concertées face aux menaces émergentes. La gouvernance est devenue plus complexe et appelle des solutions souples qui dépassent la sphère locale pour

s'étendre à la sphère mondiale et qui mobilisent l'État, la société civile et les acteurs du secteur privé.

Au cours des quatre prochaines années, dans le cadre de son quatorzième programme général de travail, 2025-2028 (quatorzième PGT), l'OMS continuera à placer l'obtention d'effets mesurables dans les pays au centre de son action et de son cadre de résultats. Cette action s'inscrit dans le principe consacré dans les objectifs de développement durable (ODD) selon lequel personne ne doit être laissé de côté, dans l'engagement de l'OMS en faveur de l'équité en santé, de l'égalité des genres et des droits humains, ainsi que dans la promotion de la santé et du bien-être tout au long de la vie (Figure 1).

L'OMS mènera des efforts ciblés pour replacer le monde dans la bonne voie pour atteindre les cibles ambitieuses des ODD, tout en instaurant des systèmes de santé et de soins à l'épreuve du temps pour l'après 2030. D'ici à 2028, en collaboration avec les États Membres et tous ses autres partenaires essentiels, l'OMS veillera à ce que, sur les 8,4 milliards de personnes qui devraient alors vivre sur la planète, 6 milliards aient la possibilité de vivre en meilleure santé, 5 milliards puissent accéder aux services de santé sans rencontrer de difficultés financières et 7 milliards soient protégés contre les urgences sanitaires. Ces cibles absolues témoignent de l'engagement de l'OMS en faveur de la santé pour tout le monde et de la nécessité de veiller à ce que tous les habitants de la planète soient un jour couverts par ces objectifs.

La réalisation de ces objectifs aura un impact considérable sur la santé de la population mondiale. Ce n'est pas seulement une question de chiffres. Il s'agit de permettre à des personnes réelles de vivre plus longtemps et en meilleure santé. Chaque année, 55 millions de personnes meurent, dont 28 millions, soit la moitié des décès, avant l'âge de 70 ans.

Au moins

# 40 millions

de vies seront sauvées dans le monde au cours des quatre prochaines années

Les efforts collectifs déployés par l'OMS, ses États Membres et ses partenaires permettront de sauver au moins 40 millions de vies supplémentaires dans le monde au cours des quatre prochaines années.<sup>1</sup>

Les arguments économiques en faveur de l'investissement dans l'OMS sont solides. Pour chaque dollar investi dans l'OMS, les progrès en matière de santé obtenus se chiffrent à 35 USD.<sup>2</sup>

L'impact sur la santé et le retour sur investissement ont été estimés à partir de travaux de modélisation menés en collaboration avec plus de 50 groupes et consortiums de modélisation universitaires. Ces estimations ont été regroupées pour tous les programmes, en tenant compte des comorbidités et des chevauchements. Le Secrétariat de l'OMS contribue à sauver des vies en élaborant des lignes directrices et en recommandant des interventions, en approuvant des technologies, en aidant les États Membres à les intégrer dans leurs politiques et en soutenant leur mise en œuvre. Cette estimation ne tient pas compte d'un scénario dans lequel les efforts actuels des partenaires diminueraient.

Le taux de rendement de l'investissement dans l'OMS a été calculé sur la base d'une estimation de 40 millions de vies sauvées et d'une évaluation prudente de la part de ces progrès qui peut être attribuée aux activités de l'OMS.<sup>3</sup> Les estimations ont été élaborées en étroite consultation avec les partenaires, y compris la Commission The Lancet sur l'investissement en faveur de la santé, et les progrès seront suivis avec l'aide d'éminents partenaires du monde universitaire.

Chaque dollar investi dans  
l'OMS produit

**35** USD

de progrès en matière de santé

Fig. 1

## Objectifs stratégiques du quatorzième programme général de travail, 2025-2028



## 1.1 Promouvoir la bonne santé et le bien-être

**Faire face aux changements climatiques, une menace croissante pour la santé au XXI<sup>e</sup> siècle**

**Agir sur les déterminants de la santé et les causes profondes des problèmes de santé dans les principales politiques à l'échelle de tous les secteurs.**

Depuis 2018, 1,25 milliard de personnes supplémentaires vivent désormais en meilleure santé, en grande partie grâce à un air intérieur de meilleure qualité et un meilleur accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène. Toutefois, pour atteindre les objectifs des ODD, il faudra réaliser des progrès plus importants. Le tabagisme persiste, les taux d'obésité augmentent et les changements climatiques présentent des risques croissants pour la santé. L'OMS promeut la santé et le bien-être en donnant la priorité aux efforts de prévention et de promotion tant au sein qu'en dehors du secteur de la santé, en mettant l'accent sur une mise en œuvre fondée sur des données probantes. Au cours des quatre prochaines années, l'OMS, en collaboration avec ses partenaires, entend faire en sorte que 6 milliards de personnes vivent en bonne santé, ce qui permettra de se rapprocher de l'objectif de la santé pour tout le monde.

Les changements climatiques constituent une menace croissante pour la santé humaine, car ils amplifient les phénomènes météorologiques extrêmes qui

perturbent la vie de millions de personnes, augmentent la charge de morbidité et le risque d'épidémies futures, désorganisent des systèmes vitaux et remettent en cause les déterminants de la santé qui ont un effet disproportionné sur les populations déjà vulnérables. D'ici le milieu du XXI<sup>e</sup> siècle, les changements climatiques pourraient entraîner des millions de décès supplémentaires chaque année en raison de la malnutrition, du paludisme et d'autres problèmes liés au climat, la pollution de l'air étant à elle seule responsable de plus de 7 millions de décès par an.<sup>4,5</sup>

Au cours de la période 2025-2028, l'OMS fera de la lutte contre les changements climatiques une priorité dans toutes ses divisions, depuis les normes et les critères jusqu'aux activités opérationnelles, et ce dans tous ses domaines d'activité. L'Organisation aidera les États Membres à construire les systèmes de santé de demain, plus résilients aux risques climatiques et dont les émissions de gaz à effet de serre sont les plus faibles possibles ; renforcer la protection contre les situations d'urgence liées au climat et les épidémies ; et guider les secteurs clés, notamment l'énergie, l'alimentation, les transports et les systèmes urbains, afin d'améliorer la santé grâce à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets.

L'OMS continuera à diriger l'architecture de la santé mondiale en faisant de la santé une question centrale dans la riposte internationale aux changements climatiques. L'Organisation renforcera encore son rôle en fournissant des données probantes et des orientations techniques sur la santé dans un contexte de changements climatiques, en suivant les progrès qui sous-tendent les investissements mondiaux dans le domaine du climat et de la santé, et en renforçant les capacités et le soutien technique aux États Membres. Ces derniers pourront ainsi élaborer, notamment, les composantes Santé des plans nationaux d'adaptation et les contributions déterminées au niveau national afin de respecter les engagements de l'Accord de Paris, et mettre en œuvre des solutions d'un bon rapport coût/efficacité, comme l'intégration des systèmes de surveillance du climat et de la santé, l'élaboration de dispositifs d'alerte rapide pour les maladies sensibles au climat et la mise en œuvre de l'électrification à l'énergie solaire dans les établissements de soins. Par exemple, l'OMS collaborera avec ses partenaires pour permettre l'électrification à l'énergie solaire de 10 000 établissements de soins et pour améliorer la gestion de l'eau, des déchets et des installations, ainsi que la résilience aux changements climatiques.

Avec son Alliance pour une action transformatrice sur le climat et la santé (ATACH), l'OMS a réuni les États

**« La crise climatique est le principal défi de notre époque. Nous constatons non seulement les effets de la chaleur, des sécheresses et des inondations sur la santé, mais aussi la propagation exponentielle et inquiétante des maladies transmises par les moustiques et d'autres vecteurs. L'Organisation mondiale de la Santé l'a bien compris. Nous avons besoin de solutions qui tiennent compte du fait que le financement, l'équité et l'accès ne sont pas des problèmes différents, mais qu'ils sont tous liés. »**

S. E. Mia Mottley, Première Ministre, Barbade

Membres et plus de 40 partenaires de développement pour mettre en place des économies et des systèmes de santé résilients et durables face aux changements climatiques, démultipliant ainsi l'impact sur la protection de la santé.

La moitié des résultats en matière de santé dépendent du lieu où les gens naissent, grandissent, travaillent et vieillissent, et ces conditions sont extrêmement inégales. L'OMS soutient les efforts visant à promouvoir et à préserver la santé et le bien-être à tout âge, pour tout le monde, en agissant de manière coordonnée sur les déterminants de la santé afin de traduire les engagements mondiaux en actions locales.

Au cours des quatre années à venir, l'OMS s'efforcera d'améliorer la santé des populations en mettant l'accent sur des stratégies de prévention et de promotion plus solides et sur la mise en œuvre efficace d'interventions fondées sur des données probantes au niveau des pays, afin de construire un monde plus sain, plus sûr et plus durable pour tout le monde, et partout.

Sur la période 2025-2028, l'OMS intensifiera son action multisectorielle pour lutter contre les causes profondes des inégalités en matière de santé. Son Initiative spéciale d'action sur les déterminants sociaux de la santé pour promouvoir l'équité en santé s'efforcera d'intégrer l'équité en santé dans les programmes de politique sociale et économique d'au moins huit pays. En renforçant les politiques, comme la protection sociale, ce partenariat vise à améliorer les déterminants sociaux de la santé pour au moins 20 millions de personnes défavorisées dans ces pays d'ici à 2028.

Les investissements dans la santé sociale, notamment la promotion des relations sociales, sont négligés alors qu'ils peuvent bénéficier aux personnes de tous âges. Face à l'évolution démographique et à l'augmentation du nombre de personnes âgées ayant besoin d'accéder à des services, l'OMS collabore avec les pays pour mettre en place des systèmes de soins de longue durée en utilisant les ressources publiques et privées

# 1,2 milliard

**de personnes supplémentaires vivent désormais en meilleure santé, en grande partie grâce à une amélioration de la qualité de l'air intérieur et de l'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène**

## Encadré 1

### Problèmes de santé liés au climat : renforcer la résilience des petits États insulaires en développement

L'OMS collabore avec les États Membres pour construire les systèmes de santé de demain, plus résilients aux risques climatiques et dont les émissions de gaz à effet de serre sont les plus faibles possibles ; renforcer la protection contre les situations d'urgence liées au climat et les épidémies ; et guider les secteurs clés, notamment l'énergie, l'alimentation, les transports et les systèmes urbains, de sorte à améliorer la santé grâce à l'adaptation aux changements climatiques et à l'atténuation de leurs effets.

Les petits États insulaires en développement sont déjà confrontés à des défis climatiques de plus en plus importants, qui se traduisent par une augmentation des maladies liées au climat et des victimes des phénomènes météorologiques. Il est urgent de moderniser les infrastructures de santé pour qu'elles puissent résister aux effets des changements climatiques, et les pays réagissent et s'adaptent aux besoins futurs des systèmes de santé.

Sous la direction du Ministère de la santé et des services médicaux des Fidji, l'OMS a lancé le projet de renforcement de

l'adaptation des systèmes de santé. Cette initiative a débuté par une évaluation approfondie, qui a permis d'identifier plus de 50 établissements de santé nécessitant d'urgents travaux de mise aux normes. L'OMS oriente ces activités de rénovation en vue d'améliorer l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite, de garantir un accès durable à l'électricité grâce à l'énergie solaire, de garantir un approvisionnement en eau salubre et de moderniser les installations sanitaires. En outre, des programmes de formation destinés aux agents de santé et aux communautés ont été élaborés et mis en œuvre afin de favoriser la résilience aux changements climatiques. Cette collaboration entre le Ministère de la santé et l'OMS permet de mettre en place un système de santé résilient, prêt à faire face à la crise climatique.

Sous l'impulsion des dirigeants des Fidji et de la Barbade, la Déclaration de Bridgetown de 2023 énonce les mesures à prendre pour lutter contre l'interconnexion des crises environnementales, des maladies non transmissibles et de la santé mentale. En outre, les engagements pris par les 39 États Membres vulnérables appellent un soutien financier urgent.

**Fig. 2**

Exemples d'interventions de l'OMS en faveur de la santé et du bien-être, 2025-2028

**AGIR SUR LES DÉTERMINANTS DE LA SANTÉ AU COURS DES 4 PROCHAINES ANNÉES**



Le Partenariat de l'OMS pour les Villes-santé réunit les maires de 74 villes qui s'engagent à créer des centres urbains plus sains, plus sûrs et plus équitables.



Le Réseau mondial des villes et des communautés amies des aînés aide plus de 2000 villes à améliorer les conditions de vie des personnes âgées.



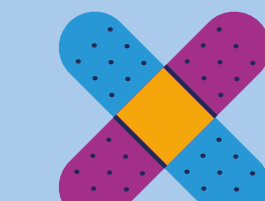
L'OMS établit des normes internationales sur la sécurité sanitaire et la qualité des aliments par l'intermédiaire des comités d'experts FAO/OMS, en tenant à jour le Codex Alimentarius qui est un point de référence pour les autorités nationales et des milliers d'utilisateurs du secteur.



Les « meilleures options » de l'OMS en matière de lutte contre les MNT, qui comprennent 28 stratégies peu coûteuses et très efficaces, constituent la base des politiques des États Membres visant à lutter contre les facteurs de risque des MNT.



L'OMS fournira une assistance technique spécialisée, contribuant à l'élaboration de la législation, à l'analyse fiscale et à la mise en œuvre pratique afin de garantir que 66 millions de personnes supplémentaires arrêteront de fumer.



20 pays supplémentaires mettront en œuvre le module INSPIRE, ce qui permettra de protéger 130 millions d'enfants supplémentaires contre la violence.



Dans le cadre du Plan d'accélération pour mettre fin à l'obésité, 31 pays recevront une aide pour mettre en place de nouvelles politiques de lutte contre l'obésité, couvrant 1,2 milliard de personnes supplémentaires.



Grâce à une action concertée avec les États Membres, l'OMS réduira le nombre de décès dus aux accidents de la route de plus de 500 000 par an au niveau mondial entre 2025 et 2028.

**« Les accidents de la route frappent chaque année des dizaines de millions de familles dans le monde entier. En plaidant en faveur d'une législation plus stricte en matière de sécurité routière, l'OMS mène des travaux novateurs pour rendre nos routes plus sûres et éviter tant de tragédies inutiles. »**

Michael Bloomberg, Ambassadeur mondial de l'OMS chargé des MNT et des traumatismes

disponibles, y compris des politiques, des systèmes et des infrastructures pour une couverture universelle des soins de longue durée et une protection financière des personnes âgées. L'OMS soutiendra la gouvernance urbaine pour la santé et le bien-être par des initiatives qui renforcent les processus participatifs dans la prise de décision avec une action multisectorielle et la participation de la société civile au niveau local.

L'OMS poursuivra sans relâche ses travaux sur les facteurs de risque pour la santé : tabagisme, usage nocif de l'alcool, obésité, inactivité physique et mauvaise alimentation. La Figure 2 présente quelques-uns des principaux domaines et objectifs de l'OMS pour lutter contre les facteurs de risque et les déterminants de la santé entre 2025 et 2028.

**« L'OMS rassemble des partenaires extérieurs au secteur de la santé pour s'attaquer aux inégalités sociales qui sont à l'origine de la plupart des problèmes de santé. »**

Sir Michael Marmot, Professeur d'épidémiologie et de santé publique à l'University College de Londres



Des personnes âgées font de l'exercice, aidées par une physiothérapeute, au centre social de Bichkek, au Kirghizistan. © WHO / Arete / Maxime Fossat

## 1.2 Fournir des services de santé là où ils sont le plus nécessaires

**Faire progresser l'approche fondée sur les soins de santé primaires et les capacités essentielles des systèmes de santé pour la couverture sanitaire universelle.**

**Améliorer la couverture des services de santé et la protection financière pour lutter contre les inégalités, notamment les inégalités de genre.**

Depuis 2018, près de 430 millions de personnes supplémentaires ont désormais accès aux services de santé essentiels sans être exposées à des difficultés financières. Quelque 140 pays ont inscrit le droit à la santé dans leur Constitution, mais plus de la moitié de la population mondiale n'est toujours pas couverte par les services de santé essentiels et une personne sur quatre se heurte à des difficultés financières pour accéder aux services de santé. Même si les progrès réalisés au niveau mondial pour atteindre la cible des ODD relative à la couverture sanitaire universelle ne sont pas en bonne voie, la couverture des services et la protection financière ont progressé dans environ 30 % des pays, ce qui montre qu'il est possible de progresser malgré les difficultés budgétaires.

Après la réunion de haut niveau sur la CSU de 2023, les dirigeants des pays se sont engagés à accélérer les progrès dans ce domaine et à investir dans l'approche des soins de santé primaires (SSP), qui constitue la voie la plus équitable, la plus efficace et la plus efficiente pour atteindre la CSU. Au cours des quatre prochaines années, l'OMS aidera les États Membres à réaliser le droit à la santé et à parvenir à l'universalité et à l'équité en se concentrant sur trois priorités : i) réorienter les systèmes de santé vers une approche fondée sur les soins de santé primaires ; ii) renforcer et étoffer le personnel de santé afin de ne laisser personne de côté ; et iii) améliorer le financement de la santé et la protection financière des plus pauvres et des plus vulnérables.

Pour promouvoir l'approche des soins de santé primaires, l'OMS intensifiera son soutien personnalisé et souple à plus de 120 pays, dont la population totale dépasse les 3 milliards, en déployant 150 conseillers dans le cadre du Partenariat pour la couverture sanitaire universelle,<sup>6</sup> la plateforme de coopération internationale la plus importante et la plus reconnue au monde en matière de CSU et de soins de santé primaires. Au cours de la période 2025-2028, le Partenariat pour la couverture sanitaire universelle accélérera l'apprentissage et fera progresser les politiques en facilitant l'échange de connaissances entre les pays.

Les personnels et les infrastructures de santé sont les domaines qui devraient nécessiter les investissements les plus importants pour atteindre les ODD liés à la santé<sup>7</sup>. Malgré les progrès récents, il manquera, selon les estimations, environ 10 millions d'agents de santé

### Encadré 2

#### Un bond sur la voie de l'accès : collaboration en matière de soins de santé primaires au Pakistan

Depuis 2018, le Pakistan a réalisé des avancées significatives en direction de la couverture sanitaire universelle (CSU), mais près de la moitié de la population reste mal desservie. En 2021, sous l'impulsion du gouvernement, l'OMS a réuni huit partenaires dans le cadre du Plan d'action mondial pour permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous (ODD3), afin qu'ils collaborent sur les soins de santé primaires en créant une base pour accélérer les progrès en direction de la CSU. Ce partenariat a mis en œuvre l'approche de la médecine familiale, dont la pierre angulaire est le nouvel ensemble de prestations

de santé publique, qui a été testé à Islamabad et à Charsadda. Cette initiative a permis de rénover et d'équiper 15 établissements de santé, d'améliorer les compétences des agents de santé en matière de sécurité des patients et de prestation de services, d'améliorer les systèmes d'orientation et de renforcer la participation des communautés. Soutenue par une solide théorie du changement et un suivi vigilant, elle a contribué à une amélioration considérable des services de santé et à l'instauration d'une coopération intersectorielle. Ce modèle performant est désormais prêt à être étendu à l'ensemble du Pakistan.



# 430 millions

**de personnes supplémentaires ont désormais accès aux services de santé essentiels sans être exposées à des difficultés financières**

**« Dans le monde entier, un nombre incalculable de personnes souffrent de troubles mentaux, neurologiques et comportementaux. Grâce à des programmes tels que l'Initiative spéciale pour la santé mentale, l'OMS attire l'attention sur des questions souvent négligées et donne aux pays les moyens de combler les énormes lacunes en matière de services. »**

Cynthia Germanotta, Ambassadrice de bonne volonté de l'OMS pour la santé mentale

à l'échelle mondiale d'ici à 2030. Le plan relatif à la dotation en personnel pluridisciplinaire s'appuie sur le consensus dégagé par les États Membres et les partenaires de l'OMS lors du cinquième Forum mondial sur les ressources humaines pour la santé en 2022. L'Organisation aidera ses États Membres à multiplier par deux les personnels de santé dans 55 pays où les besoins sont les plus importants, soutiendra les efforts visant à former et à embaucher 3,2 millions d'agents de santé, renforcera les personnels chargés de la santé publique et des situations d'urgence, encouragera les migrations éthiques et s'attaquera aux inégalités de genre au sein d'une main-d'œuvre essentiellement féminine. L'Académie de l'OMS permettra à des millions d'agents de santé et de décideurs du monde entier de bénéficier d'une formation de pointe à fort impact.

Les difficultés financières se sont progressivement aggravées au cours des deux dernières décennies, exacerbées par la maladie à coronavirus 2019 (COVID-19).

A mesure que la couverture des services s'étend, il est essentiel d'assurer une protection financière pour tout le monde, et en particulier pour les plus pauvres. Malgré les progrès réalisés dans l'élargissement de la protection financière, les plus pauvres restent la

## Encadré 3

### Élimination conjointe de plusieurs maladies : faire en sorte que davantage de maladies infectieuses soient bientôt reléguées aux oubliettes de l'histoire

Des progrès remarquables ont été réalisés dans la lutte contre de nombreuses maladies transmissibles. Le nombre de personnes décédant de causes liées aux infections par le virus de l'immunodéficience humaine (VIH) a chuté de 70 % par rapport à son pic d'il y a 20 ans. Le nombre de décès dus à la tuberculose a reculé de 19 % entre 2015 et 2022. L'OMS a ciblé plus de 30 maladies transmissibles à éliminer et 25 pays ont éliminé au moins une maladie tropicale au cours des cinq dernières années.

Au cours des quatre prochaines années, l'OMS accélérera ses efforts pour combattre, éliminer et éradiquer des maladies. L'Organisation va mobiliser ses partenaires autour de l'élargissement de l'accès équitable aux vaccins contre le paludisme et aux moustiquaires imprégnées d'insecticide à double principe actif ; soutenir la recherche et le développement d'un nouveau vaccin antituberculeux par l'intermédiaire du Conseil pour accélérer la disponibilité de vaccins antituberculeux ; mettre en œuvre le schéma directeur en matière de recherche-développement pour les maladies tropicales négligées ; appliquer le modèle d'autodépistage du VIH, qui a fait ses preuves, à d'autres maladies, notamment les infections sexuellement transmissibles et les hépatites B et C ; structurer le marché pour un meilleur accès aux tests de détection du papillomavirus humain et

à l'approche intégrative ; et aider les pays à développer des approches efficaces, efficientes et équitables pour l'élimination conjointe de plusieurs maladies.

D'ici à 2028, 84 pays supplémentaires pourraient atteindre les objectifs de l'OMS en matière d'élimination des maladies. Ces objectifs comprennent l'élimination de la transmission (pour le paludisme et certaines maladies tropicales négligées, par exemple) et l'élimination d'un problème de santé publique, comme les voies de transmission du cancer du col de l'utérus (la transmission mère-enfant du VIH, de l'hépatite B, de la syphilis et de la maladie de Chagas, par exemple), ou un événement aigu de santé publique (les épidémies de méningite, de variole et d'hépatite E ou A, par exemple). Vingt-neuf pays pourraient atteindre deux objectifs d'élimination ou plus. De nombreux autres feront des progrès mesurables sur la voie des objectifs d'élimination à plus long terme. Une approche de l'élimination conjointe de plusieurs maladies facilitée par l'OMS permettra de réduire la fragmentation et de converger vers des plateformes communes pour la fourniture de services et d'interventions essentiels, ce qui se traduira par une efficacité, une efficience et une équité accrues des efforts d'élimination.

#### Encadré 4

### Initiative spéciale pour la santé mentale : fournir une couverture complète d'un bon rapport coût/efficacité

A l'échelle mondiale, une personne sur huit vit avec un problème de santé mentale et le suicide cause 700 000 décès par an. Pourtant, seule une petite partie de ces personnes peut accéder à des soins et à un soutien appropriés. L'OMS encourage les efforts visant à combler cette lacune en matière de traitement et de services. L'Organisation et ses partenaires ont élaboré des plans d'action mondiaux et régionaux, ainsi qu'un ensemble complet d'informations, de données et d'orientations, pour soutenir la mise en œuvre de stratégies de santé mentale au niveau des pays. Toutefois, les progrès réalisés à ce jour en matière de mise en œuvre sont inégaux et très éloignés de l'objectif consistant à accroître la couverture des services à l'échelle mondiale d'ici à 2030.

L'Initiative spéciale de l'OMS pour la santé mentale stimulera les progrès et est déjà opérationnelle dans neuf pays des six

Régions de l'OMS. L'objectif de cette initiative est d'introduire de nouveaux services aux niveaux primaire et secondaire des soins de santé, généralement dans des districts où les services de santé mentale sont peu nombreux, voire inexistant. On estime que 52 millions de personnes ont désormais accès à des services locaux récemment mis en place. Ces services sont très rentables : un million de dollars des États-Unis dépensé permet à plus de 2 millions de personnes d'accéder à des services de santé mentale récemment mis en place dans leurs communautés, soit un coût par personne inférieur à 0,50 USD. Au cours des quatre prochaines années, l'initiative spéciale sera étendue à d'autres pays et 24 pays qui prévoient de renforcer leurs systèmes de surveillance de la santé mentale bénéficieront d'un soutien pour produire les données nécessaires au suivi et à l'établissement de rapports précis sur la couverture des services.



### L'Académie de l'OMS permettra à des millions d'agents de santé et de décideurs du monde entier de bénéficier d'une formation de pointe à fort impact

Le programme de formation de l'Académie de l'OMS sur la prise en charge de victimes en grand nombre a organisé son premier exercice de simulation dans un centre de simulation conçu sur mesure à Lyon, France. © WHO / Eric Leroux

population la moins couverte par les services de santé essentiels et la plus durement touchée par les dépenses de santé à la charge des patients. Depuis 2018, l'OMS collabore avec 57 pays pour renforcer la protection financière et avec 77 pays pour mettre en œuvre des changements de politique afin d'améliorer le financement de la santé. Au cours des quatre prochaines années, l'OMS entend renforcer les capacités de financement de la santé dans au moins 50 pays, en mettant l'accent sur des politiques fondées sur des données probantes afin d'améliorer à la fois la couverture des services et la protection financière, et en veillant à ce que personne ne soit laissé de côté.

Depuis la pandémie de COVID-19, les pays ont une nouvelle perception de la valeur et des effets de la santé sur l'équité, le redressement économique et la résilience. La pandémie a anéanti des années de progrès dans la fourniture de nombreux services de santé essentiels, notamment en ce qui concerne la vaccination systématique, les maladies non transmissibles, la santé mentale, le VIH, l'hépatite, les infections sexuellement transmissibles, la tuberculose, le paludisme et les maladies tropicales négligées. À mesure que ces perturbations sont clairement apparues en 2020 et 2021, l'OMS et ses partenaires ont commencé à déployer des initiatives pour en atténuer les conséquences. Les efforts visant à améliorer l'accès aux services de santé se poursuivront au cours des quatre prochaines années (Figure 2).

Ces travaux comprendront un plaidoyer politique de haut niveau en faveur des priorités sanitaires les plus importantes, la publication d'orientations normatives de premier plan, la fourniture d'un soutien technique direct aux États Membres, la facilitation de la recommandation, de la préqualification, du don et de l'achat de médicaments, l'élaboration de nouveaux modèles de prestation de services, l'utilisation de la transition numérique, des connaissances en matière de

santé et de l'autoprise en charge, et le renforcement du suivi et de l'évaluation, ainsi que de la recherche sur la mise en œuvre. Par exemple, l'initiative de l'OMS pour l'élimination du cancer du col de l'utérus aidera les États Membres à atteindre les cibles 90-70-90 pour le pourcentage de filles vaccinées, de femmes bénéficiant d'un dépistage et de femmes recevant un traitement d'ici à 2030 grâce à une approche axée sur les SSP.

## « L'un des problèmes les plus urgents sur le continent africain est la formation, l'emploi et le maintien en place d'un personnel de santé qualifié qui puisse satisfaire les besoins d'une population en augmentation et améliorer la résilience du système de santé face aux chocs à venir. »

Dre Diana Atwine, Secrétaire permanente, Ministère de la santé, Ouganda

Pour garantir l'accès aux services, il est essentiel d'assurer une prestation intégrée de services de promotion de la santé, de prévention, de détection et de traitement des maladies et de réadaptation tout au long de la vie grâce à une approche axée sur les soins de santé primaires. Les orientations de l'OMS sur les interventions ciblant certaines maladies sont orientées vers cette intégration. À cette fin, l'OMS donne des orientations pour les interventions fondées sur les soins primaires et aide les pays à éliminer conjointement plusieurs maladies, tout en reconnaissant que les soins de niveau supérieur, comme pour le cancer, constituent une partie essentielle de systèmes de santé robustes axés sur les SSP. Ces travaux se poursuivront sur 2025-2028 afin que ces ambitions deviennent une réalité pour les États Membres.

### Encadré 5

## Santé des femmes : réduire les inégalités entre hommes et femmes en matière de santé et remédier à l'insuffisance persistante de soins

Quelque 75 millions d'années de vie sont perdues chaque année en raison de l'écart entre les genres en matière de santé.<sup>8</sup> Les inégalités femmes-hommes sont à l'origine de disparités en matière de santé, les femmes étant confrontées à des problèmes particuliers, notamment en ce qui concerne l'obtention de soins appropriés.

Depuis 2018, l'OMS accorde une attention accrue à ces défis en adoptant dans tous ses travaux une approche prenant en compte les questions de genre. Le Directeur général a également donné la priorité aux principales causes de décès des femmes, notamment en lançant un appel à l'action pour éliminer le cancer du col de l'utérus, ce qui a conduit à l'introduction du vaccin contre le papillomavirus humain dans 58 pays depuis 2020.

En dépit des progrès accomplis, de nombreux défis subsistent. L'absence de progrès dans la réduction de la mortalité maternelle, de la violence à l'égard des femmes et du cancer du sein est particulièrement préoccupante.

Au cours des quatre années à venir, l'OMS continuera d'appliquer une perspective fondée sur l'égalité des genres dans l'ensemble

des travaux du Secrétariat et de défendre fermement la santé des femmes à l'échelle mondiale. Il s'agit notamment d'aider les pays à améliorer la communication et l'utilisation de données ventilées par sexe ; effectuer une analyse des questions de genre ; et recenser et traiter tous les problèmes qui affectent les femmes de manière différente ou disproportionnée.

En étroite collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la population et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Secrétariat intensifiera également son soutien technique à 42 pays fortement touchés par la mortalité de la mère et du nouveau-né et, dans le cadre du Projet Accélérateur Plus de la planification familiale de l'OMS, aidera les pays à mettre en œuvre des interventions de planification familiale fondées sur des données probantes et tenant compte des questions de genre. La Stratégie mondiale en vue d'accélérer l'élimination du cancer du col de l'utérus renforcera les trois piliers de l'élimination du cancer du col de l'utérus, notamment en renforçant la couverture de la vaccination contre le papillomavirus humain et le dépistage et le traitement des femmes sur la base des dernières orientations de l'OMS.

**Fig. 3**

**Actions de l'OMS pour fournir des services de santé à ceux qui en ont besoin**

**257 millions** de vaccins supplémentaires livrés en collaboration avec les partenaires du Programme pour la vaccination à l'horizon 2030.

**42 pays à forte charge de morbidité** réduiront la mortalité infantile grâce à un ensemble de services essentiels de l'OMS.

Jusqu'à **90 millions** de personnes supplémentaires traitées grâce à l'intensification de l'assistance technique aux pays les plus touchés par la tuberculose.

**42 pays** soutiennent le déploiement national de HEARTS pour le diagnostic et la prise en charge de l'hypertension.

**25 pays** mettront en place une formation aux soins d'urgence de l'OMS dans 750 établissements.



**42 pays à forte charge de morbidité** s'efforceront de réduire la mortalité maternelle et néonatale par l'intermédiaire de l'OMS, en partenariat avec l'UNICEF et le FNUAP.

**11 pays** bénéficieront d'une utilisation efficace et équitable des investissements dans les interventions de lutte contre le paludisme, y compris les nouveaux types de moustiquaires imprégnées.

**70 pays** bénéficieront d'un meilleur accès à des médicaments vitaux pour améliorer les chances de survie au cancer de l'enfant.

**22 pays où la charge de morbidité** est la plus élevée bénéficieront d'un soutien technique intensifié pour le VIH, l'hépatite et les infections sexuellement transmissibles.

**1 milliard** de personnes dans 100 pays seront couvertes par des services grâce à un élargissement de l'initiative Réadaptation 2030.

**« Nous ne pouvons pas créer un monde sans pauvreté ni progresser dans la lutte contre les inégalités sans nous attaquer aux lacunes en matière de soins de santé. Dans les pays en développement, un trop grand nombre de personnes n'ont toujours pas accès à des soins de santé de qualité et abordables, ce qui a de graves répercussions sur leur développement et leur bien-être. Le Groupe de la Banque mondiale s'est engagé à réaliser l'objectif de la santé pour tout le monde, qui sous-tend notre objectif de donner à 1,5 milliard de personnes accès à des services de santé d'ici à 2030. Nous avons besoin de partenariats efficaces et d'une OMS forte pour progresser dans le domaine de la santé mondiale, afin qu'ensemble nous puissions renforcer ce qui fonctionne et faire en sorte que la santé ne soit pas seulement une promesse, mais une réalité pour tout le monde. »**

Ajay Banga, Président du Groupe de la Banque mondiale

## 1.3 Protéger le monde contre les urgences sanitaires

**Prévenir les risques pour la santé, toutes causes confondues, les atténuer et s'y préparer.**

**Détecter rapidement toutes les urgences sanitaires et y apporter une réponse efficace et durable.**

Depuis 2018, les efforts déployés par l'OMS ont permis de mieux protéger 600 millions de personnes supplémentaires face aux situations d'urgence sanitaire. Ces progrès significatifs sont dus à l'élargissement de la couverture vaccinale, à l'amélioration de la préparation et à des ripostes plus rapides aux menaces émergentes. Ces réalisations soulignent le rôle essentiel de l'OMS dans le renforcement de la sécurité sanitaire mondiale.

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence le besoin urgent de renforcer l'équité, la résilience et la coordination mondiale dans la prévention et la riposte à une urgence sanitaire. Au cours des 4 prochaines années, l'OMS poursuivra ce travail avec les États Membres. Les négociations en cours sur l'Accord sur les pandémies et les amendements au Règlement sanitaire international (2005) devraient jouer un rôle primordial dans l'élaboration d'un cadre mondial plus efficace et équitable pour la préparation, la riposte et le rétablissement en cas de pandémie. Dirigées par les États Membres et facilitées par l'OMS, ces initiatives visent à garantir des investissements essentiels, à accélérer la recherche et le développement de vaccins et de traitements, et à développer les capacités

de production mondiales grâce au transfert de technologies et à l'octroi de licences volontaires. La réalisation des objectifs de ces initiatives est essentielle pour étendre la protection contre les urgences sanitaires à 7 milliards de personnes.

Ces efforts visent à renforcer la capacité collective du monde à riposter efficacement aux futures crises sanitaires et à souligner l'importance d'une action unifiée dans un monde de plus en plus fragmenté.

### 1.3.1 Prévenir les urgences, les atténuer et s'y préparer

Le monde connaît une augmentation sans précédent des urgences sanitaires mondiales, sous l'effet de facteurs comme les changements climatiques, les conflits et l'élargissement de l'interface entre les habitats humains et animaux. Notamment, 75 % environ des nouvelles maladies infectieuses trouvent leur origine chez les animaux, ce qui souligne l'urgence d'une approche globale « Une seule santé » pour protéger les populations. L'urgence de faire face à ces menaces complexes et interconnectées a été au cœur de la réunion de haut niveau de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur la prévention, la préparation et la riposte face aux pandémies en 2023.

L'OMS est à l'avant-garde du renforcement de la sécurité sanitaire mondiale, grâce à son expertise en matière de surveillance, de soins sûrs et évolutifs, d'accès rapide aux mesures médicales de lutte et de coordination des mesures d'urgence afin de protéger les communautés vulnérables et permettre des ripostes rapides en cas de crise. Il existe à la fois une opportunité évidente et un impératif moral de renforcer les systèmes et les capacités de préparation aux situations d'urgence. Il est essentiel de renforcer ces domaines pour abaisser de manière significative le risque de pandémies futures et préserver les acquis en matière de santé et de développement au niveau mondial.

La stratégie de l'OMS consiste essentiellement à aider les pays à risque à mettre en place des systèmes de santé résilients qui constituent la première ligne de défense face aux menaces émergentes. Ces systèmes doivent pouvoir s'adapter à des contextes locaux spécifiques et être conçus pour gérer efficacement diverses menaces sanitaires. Cette résilience permet non seulement de garantir des soins ininterrompus et un accès équitable aux traitements essentiels en cas de situation d'urgence, mais aussi de protéger la santé et le bien-être des personnes dans les zones de crise, améliorant ainsi l'état de préparation de la communauté et la robustesse globale du système.

# 600 millions

**de personnes supplémentaires sont mieux protégées face aux situations d'urgence sanitaire grâce aux efforts déployés par l'OMS depuis 2018**

## Encadré 6

### Soins de santé pour les populations déplacées : garantir l'accès pour ne laisser personne de côté

Les déplacements et les migrations sont des facteurs déterminants de la santé et du bien-être, non seulement pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays, les réfugiés et les migrants, mais aussi pour les populations de leurs communautés et de leurs pays de destination, de transit et d'origine. Environ 282 millions de personnes, dont 13 % d'enfants, vivent en dehors de leur pays de naissance, et 110 millions de personnes ont été déplacées de force,<sup>9</sup> parmi lesquelles des réfugiés, des demandeurs d'asile et des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Les travaux de l'Organisation sont guidés par le Plan d'action mondial de l'OMS pour promouvoir la santé des réfugiés et des migrants, 2019-2030, ainsi que par les cadres et résolutions régionaux pertinents.

L'OMS continuera à soutenir les États Membres qui sont confrontés à ces défis mondiaux toujours plus importants, en particulier 41 pays qui connaissent une augmentation des migrations, des situations d'urgence humanitaire et des déplacements internes, ainsi que 42 pays qui accueillent

des réfugiés. Ces pays recevront une aide pour renforcer la fourniture de services de santé essentiels, notamment dans un contexte humanitaire, et les systèmes de santé, y compris par le renforcement des capacités et l'assistance technique aux programmes nationaux visant à améliorer l'accès des migrants et des réfugiés à des services de santé complets, de qualité et adaptés à leur culture, afin d'accélérer les progrès en direction de la couverture sanitaire universelle. En outre, l'OMS fera progresser la transposition des recherches en politiques fondées sur des données probantes en mettant en œuvre le programme de recherche mondial sur la santé, les migrations et les déplacements au niveau régional et national, et apportera son soutien à 16 pays accueillant des populations réfugiées et migrantes. Le soutien de l'OMS au cours de la période 2025-2028 devrait permettre d'augmenter de 25 % le nombre de pays dotés de politiques garantissant l'égalité d'accès aux soins de santé essentiels et d'urgence pour les personnes déplacées et de faire baisser de 25 % le nombre des populations qui ne bénéficient pas de l'égalité d'accès.

**« La pandémie de COVID-19 a coûté au monde des milliers de milliards de dollars en dépenses publiques et en pertes de production. Pour une fraction d'un point de pourcentage de ces coûts, nous pouvons mettre en place des infrastructures de santé publique et des systèmes de préparation qui amélioreront les chances pour les pays d'étouffer dans l'œuf la prochaine crise sanitaire. Il est évident qu'il faut réaliser ces investissements, y compris pour doter l'Organisation mondiale de la Santé de ressources suffisantes. »**

D<sup>re</sup> Ngozi Okonjo-Iweala, Directrice générale de l'Organisation mondiale du commerce

#### 1.3.2 Détecter rapidement les urgences sanitaires et y apporter une réponse efficace et durable

La menace constante de voir des foyers localisés se transformer en pandémies mondiales souligne la nécessité d'une coopération internationale forte pour assurer une détection rapide et un confinement efficace. Les efforts de collaboration sont essentiels pour éviter les ravages considérables que peuvent entraîner des épidémies non contrôlées.

Chaque mois, l'OMS analyse 9 millions de données de surveillance et identifie environ 4 500 risques potentiels, qui débouchent sur une trentaine de menaces vérifiées. Cette fonction vitale se poursuivra au cours des quatre prochaines années, avec le soutien du Centre d'information de l'OMS sur les pandémies et les épidémies, qui opère depuis Berlin. Ce centre est essentiel pour améliorer l'accès à de multiples sources de données et mettre au point des outils avancés permettant d'obtenir des informations sur l'émergence, l'évolution et les conséquences des maladies, renforçant ainsi les capacités mondiales de détection, d'évaluation et de riposte.

En s'appuyant sur le cadre défini par le RSI (2005), les réseaux de surveillance sophistiqués de l'OMS contribuent à la détection précoce des menaces pour la santé, ce qui permet de prendre rapidement des mesures fondées sur des données scientifiques. En 2022, l'OMS a réussi à vérifier plus de 70 % des signaux du RSI (2005) dans les 48 heures, faisant ainsi la preuve de ses capacités d'intervention rapide. Au cours des quatre prochaines années, l'OMS entend renforcer ses stratégies de prévention en utilisant des évaluations des risques actualisées, l'approche « Une seule santé » et en élargissant son champ d'action au niveau mondial. L'objectif est de repérer et de neutraliser activement les risques à la source, afin de réduire de manière significative la fréquence et l'intensité des futures situations d'urgence.



Des biochimistes examinent des échantillons de résistance aux antimicrobiens livrés au laboratoire de l'Institut Malbrán de Buenos Aires, Argentine. © WHO / Sarah Pabst

## Encadré 7

### Résistance aux antimicrobiens : lutter contre une pandémie silencieuse

Seul un effort concerté peut permettre de contenir et d'inverser la menace croissante que représente la résistance aux antimicrobiens (RAM), qui est déjà à l'origine de plus d'un million de décès directs et contribue à près de cinq millions de décès chaque année.<sup>10</sup> Si les antibiotiques et autres antimicrobiens perdent leur efficacité, le coût pour l'économie mondiale sera d'au moins 1 000 milliards USD par an d'ici à 2030. En outre, la médecine moderne n'existerait plus : une simple coupure ou une plaie pourrait s'avérer mortelle.

L'OMS s'attaque à ce problème avec différents partenaires des secteurs public et privé, et coordonne une approche « Une seule santé » pour la santé humaine et animale et les écosystèmes afin de prévenir la résistance aux antimicrobiens, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA). Un plan mondial commun a incité 178 pays à élaborer des plans d'action nationaux sur la RAM, en s'appuyant sur les principaux ensembles d'interventions les plus efficaces de l'OMS. Pourtant, seuls 27 % des pays déclarent avoir la capacité de mettre en œuvre et de suivre leurs plans, et seuls 11 % prévoient un financement spécifique dans leur budget national.

Au cours des quatre prochaines années, l'OMS : i) consolidera les systèmes d'information stratégique afin d'orienter la prise de décision au niveau des pays ; ii) encouragera l'augmentation des investissements dans la recherche et le développement, et favorisera un accès équitable en luttant contre les obstacles qui se dressent tout au long de la chaîne de valeur ; iii) sensibilisera les principales parties prenantes,

notamment les jeunes, les décideurs politiques et les médias, à la résistance aux antimicrobiens et fera entendre la voix des survivants de la RAM afin d'insister sur les conséquences de ce problème sur la vie et les moyens de subsistance des personnes concernées ; iv) adoptera une approche globale de la gestion des antibiotiques afin que ceux qui sont prescrits limitent le risque d'apparition d'une résistance ; et v) finalisera et diffusera un ensemble de documents expliquant comment mettre en œuvre le cadre centré sur la personne pour la RAM dans les systèmes de santé. Ces activités seront menées dans le cadre d'une approche intégrée qui associera toutes les divisions et tous les niveaux de l'OMS.

La surveillance intégrée des agents pathogènes est un élément essentiel du travail de l'OMS pour suivre l'émergence de la résistance aux médicaments. Plus précisément, l'OMS veillera à ce que 1,5 million de personnes atteintes de tuberculose multirésistante aient accès au traitement recommandé par l'OMS, soutiendra les technologies numériques et élargira l'accès aux outils de diagnostic et aux tests de pharmacosensibilité recommandés par l'OMS, ce qui améliorera considérablement les résultats thérapeutiques et sauvera davantage de vies. Une surveillance renforcée de la RAM pour la gonorrhée est désormais en place dans 14 pays sentinelles dans les six Régions de l'OMS, et 73 pays supplémentaires sont en mesure de suivre l'émergence et la propagation de la résistance au traitement de dernière intention pour la gonorrhée. Cette surveillance permettra de réduire le développement et la propagation de la résistance aux antimicrobiens et d'éviter 82 millions d'infections non traitées susceptibles d'entraîner 800 000 conséquences néfastes pour la santé sexuelle et procréative.

### 1.3.3 Sauver des vies dans les situations de crise humanitaire

Les efforts de collaboration de l'OMS avec les pays améliorent considérablement l'accès aux soins de santé lors des situations d'urgence, ce qui profite à des millions de personnes. En tant que prestataire vital de dernier recours et chef de file du Groupe sectoriel mondial pour la santé, l'Organisation travaille dans les zones de conflit et de catastrophe, en partenariat avec des organisations humanitaires pour fournir des produits et des services essentiels et répondre aux besoins des communautés touchées. Par exemple, au cours des deux dernières années, l'OMS a intensifié les services de santé mentale et de soutien psychosocial fournis à 2 millions de personnes en République arabe syrienne et en Türkiye après les tremblements de terre de 2023 et a déployé des experts en santé mentale et en soutien psychosocial dans 12 pays confrontés à des situations d'urgence complexes, dont l'Ukraine. En outre, plus de 142 000 kits d'urgence pour les maladies non transmissibles et la santé mentale élaborés par l'OMS ont été distribués à 28 pays touchés par des conflits et des catastrophes naturelles et placés dans des centres humanitaires, notamment à Gaza, au

Soudan du Sud et en Ukraine, ce qui en fait l'un des kits d'urgence les plus achetés à l'échelle mondiale.

Au cours des quatre prochaines années, l'OMS s'est engagée à continuer de soutenir les services de santé pour plus de 150 millions de personnes dans 30 pays, notamment en facilitant 40 millions de consultations pour des soins de santé primaires par an. La vaste présence mondiale de l'Organisation et ses nombreux partenariats renforcent les capacités d'intervention locales, garantissant ainsi que l'aide vitale arrive jusqu'aux personnes qui en ont cruellement besoin.

# 4 500

risques potentiels sont identifiés chaque mois



À la suite d'une flambée de choléra au Soudan, le personnel de l'OMS surveille la qualité de l'eau dans un site accueillant des familles déplacées. © WHO / Ala Kheir



# 2 Une transformation pour produire un impact



**« Dans chaque pays, le Parlement montre la voie à suivre pour que le droit à la santé devienne une réalité pour les citoyens. Le mandat de l’OMS en matière d’évaluation des indicateurs de santé est essentiel pour permettre au Parlement de suivre la mise en œuvre des politiques nationales de santé. L’accès des personnes marginalisées et vulnérables aux services de santé est la plus grande réussite de notre époque en matière de développement. »**

Martin Chungong, Secrétaire général de l’Union interparlementaire

Présenté en 2018, le programme de transformation est la réforme la plus ambitieuse de l’OMS en 75 ans d’histoire. L’objectif principal de ce programme est de moderniser l’Organisation, en garantissant la mise en œuvre sans faille de mesures conçues pour produire un impact sur la santé publique au niveau des pays. Ce programme engage tous les niveaux de l’Organisation à établir un ordre de priorité transparent des questions en fonction des besoins des États Membres. La mise en œuvre des réformes constitue une priorité majeure pour le Secrétariat, qui veille attentivement à assurer la cohérence des différentes réformes afin d’en garantir l’efficacité, la durabilité et l’impact (Figure 4). De

nouvelles capacités, notamment le Scientifique en chef et les divisions chargées des données, ont permis de remettre l’accent sur la science et les données dans de nombreux domaines d’activité de l’OMS, notamment le paludisme, les maladies tropicales négligées, la tuberculose, l’obésité, la surveillance des agents pathogènes, la résistance aux antimicrobiens, le cancer et la santé mentale, la santé numérique et l’intelligence artificielle, ainsi que les changements climatiques. En outre, l’OMS a renforcé sa participation à des partenariats multilatéraux de haut niveau.

Depuis 2021, l’OMS met en œuvre des initiatives visant à améliorer les performances de l’Organisation et à renforcer ses systèmes et processus de responsabilisation, de budgétisation, de programmation, de financement et de gouvernance, et à en rendre compte, ainsi qu’à accroître sensiblement sa transparence. Ces efforts ont également permis d’améliorer l’efficacité et l’efficacités de l’administration, des finances, des ressources humaines et des achats, ainsi que de réaliser des économies. En 2022, 95 gains d’efficacité, pour une valeur avoisinant les 150 millions USD, ont été définis et mis en œuvre. En investissant dans le remplacement de son progiciel de gestion intégré (GSM) par le système de gestion opérationnelle (BMS), plus moderne, dont le lancement est prévu en 2024, le Secrétariat favorisera les gains d’efficacité à l’avenir grâce à l’optimisation et à l’automatisation des processus institutionnels. De même, l’OMS a conduit toutes les institutions des Nations Unies dans leurs efforts pour développer, améliorer et mettre en

**Fig. 4**

### Taux de mise en œuvre des recommandations découlant de la vérification et de l’évaluation, avril 2024

Recommandations du Corps commun d’inspection des Nations Unies acceptées par l’OMS



Plan de lutte de l’administration 2021-2022- Prévenir l’exploitation et les abus sexuels et y remédier



Plan de mise en œuvre et rapport établis par le Secrétariat



Recommandations du Groupe de travail des États Membres à fonctionnement souple pour l’OMS



œuvre des systèmes visant à prévenir et à combattre l'inconduite sexuelle, notamment en faisant progresser la responsabilisation, le changement de culture, les politiques, les capacités d'enquête, la formation, la gestion des risques, les ressources humaines spécialisées et le soutien axé sur les victimes et les survivant(e)s.

Au cours des quatre prochaines années, l'OMS continuera à hiérarchiser ses priorités en matière d'aide apportée aux pays et à adapter son cadre de résultats afin de mieux mesurer l'impact sur la santé publique. Elle continuera d'optimiser ses activités de base et ses processus techniques afin d'optimiser ses ressources et de répondre aux besoins de ses États Membres. À cette fin, elle a restructuré des fonctions essentielles, comme la chaîne d'approvisionnement et les capacités

de communication, et a poursuivi le développement de fonctions d'entreprise mondiales efficaces, comme le Centre mondial de services de Kuala Lumpur et les centres de Budapest, Dubaï et Tunis.

L'OMS est déterminée à s'améliorer en permanence et en fait la preuve. Pour pérenniser les résultats obtenus à ce jour et répondre aux nouvelles exigences d'un monde en mutation, un programme de changement organisationnel à plus long terme sera mis en place dans l'ensemble de l'Organisation. Ce programme comprend une stratégie ambitieuse en matière de ressources humaines, dont l'objectif est d'attirer, de conserver et de développer un personnel diversifié, motivé, responsabilisé et adapté aux besoins : l'atout le plus important de l'OMS.

## La valeur exceptionnelle de l'OMS :

- Direction de l'action sanitaire mondiale
- Biens publics de l'OMS
- Appui aux pays

WHO/Dubai Global Logistics Hub pharmacist performing a medical supplies inventory check at the WHO's warehouse within Dubai Humanitarian, United Arab Emirates. © WHO / Yoshi Shimizu



## 2.1 Montrer l'exemple

Les partenariats font partie intégrante des activités de l'OMS et de la manière dont l'Organisation influence l'action mondiale. La réforme des Nations Unies et l'Agenda de Lusaka insistent sur la rationalisation des efforts des partenaires internationaux et l'alignement sur les priorités nationales. Par exemple, la collaboration de l'OMS dans le cadre de l'Alliance

quadripartite (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Organisation mondiale de la santé animale et OMS) permet de faire progresser une approche cohérente du principe « Une seule santé ».

### Encadré 8

#### Plateforme d'investissement pour l'impact en santé : mobiliser le financement national de la santé

Trois banques multilatérales de développement se sont associées à l'OMS pour lancer la Plateforme d'investissement pour l'impact en santé, une initiative historique visant à investir dans des services de soins de santé primaires essentiels et résilients face aux crises et aux changements climatiques, et à les renforcer.

La plateforme mobilisera un financement initial de 1,5 milliard d'euros qui sera mis à la disposition des pays à revenu faible ou intermédiaire sous la forme de prêts concessionnels et de subventions afin d'élargir la portée et l'étendue de leurs services de soins de santé primaires, en particulier pour les populations et les communautés les plus vulnérables et les moins bien desservies.

Cette plateforme a été créée par la Banque africaine de développement, la Banque européenne d'investissement, la Banque islamique de développement, la Banque asiatique

de développement et l'OMS. Cette dernière en coordonne les politiques, en veillant à l'alignement des décisions de financement sur les priorités et stratégies nationales en matière de santé dans le cadre d'une approche « un pays, un plan ». La plateforme sera dirigée par un comité d'orientation composé de représentants des quatre banques, et l'OMS hébergera les fonctions opérationnelles et de secrétariat. Elle devrait être pleinement opérationnelle d'ici à 2025.

En rassemblant toutes les données et preuves relatives aux investissements, cette plateforme réduira les risques d'investissement et favorisera le cofinancement afin de renforcer le degré de libéralité des prêts. Ce financement vient s'ajouter au plus d'un milliard USD que l'OMS a mobilisé depuis 2016 pour les secteurs de la santé des pays dans le cadre de son partenariat avec la Banque mondiale. D'autres partenariats permettront de renforcer cette plateforme.

**« La Banque européenne d'investissement est fière de s'associer à l'OMS et aux autres banques multilatérales de développement dans le cadre de la plateforme d'investissement pour l'impact en santé, afin de mettre en place une approche novatrice du financement qui permettra de mieux résister aux chocs des futures crises sanitaires et de préserver les communautés et les économies. »**

Nadia Calviño, Présidente de la Banque européenne d'investissement

En outre, une coopération trilatérale entre l'OMS, l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle a permis d'élaborer un accord sur la propriété intellectuelle aligné sur les objectifs de santé publique. Le réseau de l'OMS, qui compte plus de 800 centres collaborateurs, renforce encore la production de connaissances mondiales par le Secrétariat.

L'OMS facilite le travail de partenaires clés et d'institutions de santé mondiale telles que Gavi, le Fonds mondial et le Mécanisme de financement mondial à chaque étape de leur chaîne de valeur, en recensant les problèmes de santé et la charge de morbidité, ainsi que les pays et les communautés les plus vulnérables ; en soutenant l'innovation dans les stratégies de riposte et en validant les ripostes efficaces ; en suivant et en certifiant les progrès ; en préqualifiant les médicaments, les outils de diagnostic

et les vaccins ; et en permettant directement la mise en œuvre de programmes dans certains des systèmes de santé les plus fragiles et des situations les plus dangereuses sur le terrain.

# 800

**centres collaborateurs  
renforcent la production de  
connaissances mondiales**

## Encadré 9

### L'OMS et la santé numérique : concevoir les soins de santé pour le XXI<sup>e</sup> siècle et au-delà

Pour répondre à la demande croissante des pays en matière de solutions de santé numérique, l'OMS poursuit son expansion dans le domaine de la santé numérique et de l'innovation afin de préparer l'avenir et de renforcer la résilience des systèmes de santé nationaux et mondiaux. Les systèmes numériques interconnectés offrent la possibilité de repenser la santé dans le but de renforcer les soins de santé primaires, la couverture sanitaire universelle et les fonctions courantes du système de santé.

Si 120 États Membres ont élaboré des stratégies de santé numérique, les progrès sont inégaux, avec d'importantes lacunes en matière d'infrastructures, d'intégration de la problématique femmes-hommes et d'accessibilité aux services numériques. C'est pourquoi l'OMS a lancé l'Initiative mondiale sur la santé numérique afin de favoriser la transposition des stratégies nationales en interventions. En mettant l'accent sur le renforcement des institutions, l'élaboration d'environnements politiques et réglementaires et le renforcement des capacités, cette initiative promeut les normes, les critères et les lignes directrices de l'OMS de sorte à faciliter la transformation des systèmes de santé.

Si toutes les orientations et lignes directrices de l'OMS sont disponibles gratuitement, leur accès reste difficile pour les personnes qui en ont le plus besoin. L'OMS met en place un

accès à des mises à jour en temps réel et des codes numériques pour faciliter les traductions, afin que personne ne soit privé des avantages de la santé numérique.

La santé numérique et l'innovation sont essentielles pour mettre en place des systèmes de santé résilients et se prémunir contre les pandémies et autres menaces. Malgré ses effets dévastateurs, la pandémie de coronavirus 2019 a accéléré l'adoption et l'expansion des technologies numériques et l'OMS a mené l'innovation en matière de santé numérique avec ses partenaires et collaborateurs. Le Réseau mondial de certification sanitaire numérique, lancé avec l'Union européenne, en est un exemple. Cette infrastructure sanitaire mondiale relie actuellement 76 pays de tous niveaux de revenus et de toutes régions, et permet aux citoyens de transporter numériquement leurs dossiers médicaux et leur carnet de vaccination vérifiables ou de bénéficier de prescriptions électroniques ou de services de télémédecine transfrontaliers.

L'OMS joue un rôle moteur dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA) en réunissant des experts mondiaux pour élaborer le document d'orientation sur l'éthique et la gouvernance de l'IA au service de la santé, qui figure parmi les ressources les plus consultées de la bibliothèque de l'OMS. L'Organisation s'engage à faire en sorte que le passage au numérique dans le domaine de la santé profite à tout le monde, partout.



**« Le rôle clé de l’OMS dans la fourniture d’un soutien technique aux pays et dans l’établissement de normes mondiales est un élément essentiel de la réussite de notre Alliance du vaccin. »**

*D<sup>re</sup> Sania Nishtar, Directrice exécutive, Gavi*

**« Le monde a besoin d’une OMS forte pour que l’écosystème mondial de la santé ait un impact maximal sur la réalisation de l’ODD 3. Ce n’est qu’en garantissant à l’OMS et à ses partenaires un financement durable que nous pourrons continuer à sauver des vies et à venir à bout du sida, de la tuberculose et du paludisme d’ici à 2030. »**

*Peter Sands, Directeur exécutif, Fonds mondial*

## 2.2 Mettre la science et les données au service de l'impact

### 2.2.1 Créer un accès plus rapide et plus équitable à l'innovation

L'accès à des outils de diagnostic, à des médicaments et à des vaccins sûrs et efficaces dépend de la confiance, qui s'appuie sur des normes mondiales. L'OMS assure la bonne gestion d'un écosystème mondial de plus en plus complexe qui fait avancer l'innovation en médecine et transpose la science en produits et en programmes de santé qui bénéficient à toutes les personnes qui en ont besoin (Figure 5).

L'OMS identifie les lacunes et les possibilités d'établir et de maintenir des orientations normatives et des

normes d'assurance qualité, de soutenir une définition efficace des priorités et de garantir la rapidité et l'équité. La nécessité de corriger les déséquilibres mondiaux en matière d'innovation dans le domaine de la santé n'a jamais été aussi évidente, mais elle exigera des efforts soutenus pour améliorer les capacités, la résilience et l'autosuffisance au niveau local et régional, notamment grâce à un effort scientifique, une recherche et un développement géographiquement diversifiés et durables, ainsi qu'à une capacité de production de qualité garantie.

L'OMS fournit deux services mondiaux essentiels : l'élaboration de recommandations et d'orientations

Fig. 5

### Le rôle de l'OMS dans l'accélération de l'accès aux innovations vitales

#### Science et recherche-développement

- Rassembler et dynamiser la science, tour d'horizon prospectif
- Partage d'agents pathogènes, d'échantillons et de produits pour la recherche et les essais multicentriques

#### Propriété intellectuelle et accès aux marchés

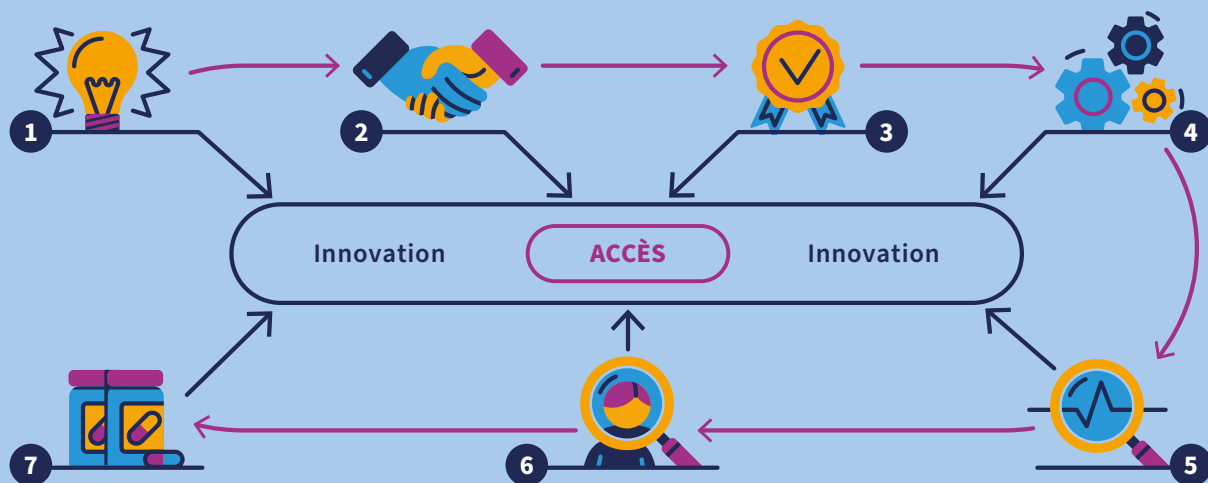
- Technologies, transfert de connaissances et octroi de licences
- Profils de produits cibles
- Modalités d'accès équitable

#### Fabrication

- Fabrication de qualité
- Formation et assurance qualité
- Production régionale

#### Politique et réglementation mondiales

- Renforcement des capacités réglementaires
- Confiance :
  - lignes directrices et fonctions normatives
  - autorités reconnues par l'OMS
  - préqualification



#### Utilisation efficace

- Capacités des agents de santé et infrastructure
- Flux de travail et intégration numérique
- Recherche sur la mise en œuvre et mises à jour des politiques

#### Sélection, achat et fourniture

- Spécifications techniques
- Nomenclature standardisée
- Déterminants du marché

#### Politique nationale pour les produits de santé

- Mise en application dans la politique nationale
- Listes essentielles, évaluation technique, couverture d'assurance

## Encadré 10

### Présence régionale de l'OMS : démultiplier l'impact grâce aux partenariats régionaux

Au niveau régional, la présence de l'OMS sert de pôle essentiel pour promouvoir la collaboration entre les pays, faciliter l'échange de connaissances et stimuler l'action régionale et mondiale en vue d'améliorer les résultats en matière de santé. Les bureaux régionaux travaillent à la mise en œuvre des politiques et des programmes de santé mondiaux de l'OMS dans leurs régions respectives, en adaptant ces politiques aux besoins, priorités et contextes spécifiques des pays qu'ils représentent. Et, tout comme ils tiennent compte de leurs propres contextes et adaptent les prescriptions mondiales aux besoins régionaux et nationaux, ils jouent également un rôle en regroupant et en traduisant ces expériences nationales pour définir des perspectives mondiales.

Les bureaux régionaux de l'OMS coordonnent et harmonisent les partenariats entre les gouvernements des pays, les partenaires de développement et les institutions de santé publique, les autorités régionales, les comités économiques régionaux (Communauté de développement de l'Afrique australe et Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, par exemple), les

organisations du secteur privé et de la société civile, les organes continentaux (Commission de l'Union européenne, Commission de l'Union africaine ou centres africains de contrôle et de prévention des maladies), les groupements politiques régionaux (Forum de coopération économique Asie-Pacifique ou Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et les banques régionales de développement (Banque asiatique de développement et Banque africaine de développement, par exemple), et d'autres encore. La participation de l'OMS aux partenariats régionaux prend plusieurs formes : défense de la santé au niveau des dirigeants politiques, collaboration à l'appui technique aux pays et mobilisation de fonds pour l'investissement dans les systèmes de santé des États Membres. Lors de la pandémie de maladie à coronavirus 2019, l'OMS s'est également engagée activement, au moyen de partenariats régionaux, à soutenir les ripostes des pays, par exemple en facilitant et en coordonnant les dons de vaccins. L'OMS a également joué un rôle clé dans la création et la promotion de forums politiques consacrés à la promotion de la couverture sanitaire universelle, tels que le Forum parlementaire Asie-Pacifique sur la santé mondiale.

sur l'utilisation de produits de santé importants, par exemple les listes modèles des médicaments essentiels et des produits de diagnostic essentiels ; et la préqualification de ces produits afin qu'ils puissent être utilisés rapidement et en toute sécurité à plus grande échelle. La pratique actuelle consiste à élaborer des recommandations et à évaluer la préqualification de manière séquentielle. Une nouvelle méthode est désormais adoptée pour tous les produits afin de synchroniser les processus et de les mener en parallèle. Le délai prévu pour ce double processus est de 12 mois entre le début de l'élaboration de la recommandation et l'acceptation formelle du dossier d'un fabricant pour l'évaluation de la préqualification. Parallèlement, l'OMS aidera les États Membres à recenser et à éliminer les obstacles à l'adoption et à réduire le délai d'accès au niveau national, qui peut actuellement être supérieur à dix ans.

#### 2.2.2 Assurer un accès équitable aux données sanitaires mondiales

Des données de qualité sont essentielles pour la santé publique, mais de nombreux problèmes se posent au niveau mondial, régional et national, notamment la fragmentation des données, l'accès insuffisant, la faiblesse des systèmes d'information sanitaire dans les pays et l'absence de solutions normalisées pour la collecte, l'analyse et la présentation des données.

L'engagement de l'OMS en faveur de l'accessibilité des données sanitaires a conduit à la création du Centre mondial de données sanitaires, qui regroupe les bases de données de l'OMS au sein d'une plateforme sécurisée afin de fournir aux pays, aux partenaires et au public des données sanitaires dignes de confiance. Au cours des quatre prochaines années, l'OMS renforcera ce centre en améliorant la représentation graphique, la traduction dans d'autres langues, la transparence des sources et l'information en temps réel sur les risques sanitaires, ce qui en fera une plateforme complète permettant de rationaliser les consultations et d'améliorer l'accès à des données de qualité.

Au moment où le monde doit surmonter des difficultés pour atteindre les objectifs des ODD, des données précises et actualisées sont nécessaires pour établir des priorités et fixer des objectifs. L'OMS utilise des objectifs quantifiables spécifiques à chaque pays, élaborés conjointement, ainsi qu'un plan stratégique pour atteindre les objectifs nationaux, et le suivi et l'évaluation des progrès permettent de soutenir ces derniers. Cette méthode sera étendue au cours des quatre prochaines années, pour passer de 50 à 100 pays. Les rapports de suivi phares de l'OMS, tels que les rapports annuels sur les statistiques sanitaires mondiales et les rapports de suivi de la CSU, ainsi que les estimations sanitaires mondiales régulièrement mises à jour, donnent aux États Membres une meilleure





Des membres du personnel de l'OMS examinent les carnets de vaccination avec des agents de santé pour faciliter le suivi des résultats à l'hôpital du comté de Marsabit, Kenya. © WHO / Billy Miaron

information pour relever les défis sanitaires. Pour aider davantage les États Membres à renforcer leurs systèmes de santé, l'OMS finalisera la base de données mondiale sur les établissements de santé et aidera les ministères de la santé à tenir à jour une liste de

référence géoréférencée des établissements de santé pour permettre au monde de repérer l'emplacement et les capacités fonctionnelles de tous les établissements de santé, tous les pays à revenu faible ou intermédiaire étant couverts d'ici à 2028..

**« Le monde est aujourd'hui encore plus conscient de l'importance de disposer de données fiables et accessibles en temps voulu pour faire face aux urgences sanitaires telles que les pandémies, et pour promouvoir les politiques de santé publique au sein d'un même pays et d'un pays à l'autre. Le rôle de l'OMS est essentiel à cet égard, car il s'agit de la seule organisation internationale disposant de la dimension, de l'expertise et de la crédibilité nécessaires. C'est l'une des raisons pour lesquelles il est indispensable de soutenir l'OMS pour parvenir à la santé pour tout le monde, dans tous les pays. »**

D<sup>e</sup> Jayati Ghosh, professeure d'économie à l'Université du Massachusetts à Amherst et membre du Conseil de l'OMS sur l'économie de la santé pour tous

## 2.3 Renforcer les bureaux de pays afin d'amplifier l'impact

L'un des principaux atouts de l'OMS tient à la richesse de son réseau, composé de 154 bureaux de pays, de six bureaux régionaux et de plusieurs campus au Siège (Figure 6). Il s'agit d'une ressource sans équivalent pour la santé mondiale, qui met l'expertise technique au plus près de l'endroit où l'impact est obtenu.

Les bureaux de pays de l'OMS remplissent diverses fonctions pour soutenir les pays qu'ils desservent, en s'appuyant sur leur rôle de partenaires de confiance des gouvernements nationaux. L'OMS fournit des conseils, un soutien technique et des compétences neutres et fiables sur un large éventail de questions de santé publique. Dans les situations d'urgence sanitaire et humanitaire, les équipes des bureaux de pays de l'OMS apportent un appui opérationnel à la fourniture de services de santé essentiels, ainsi qu'un soutien durable pour renforcer la résilience.

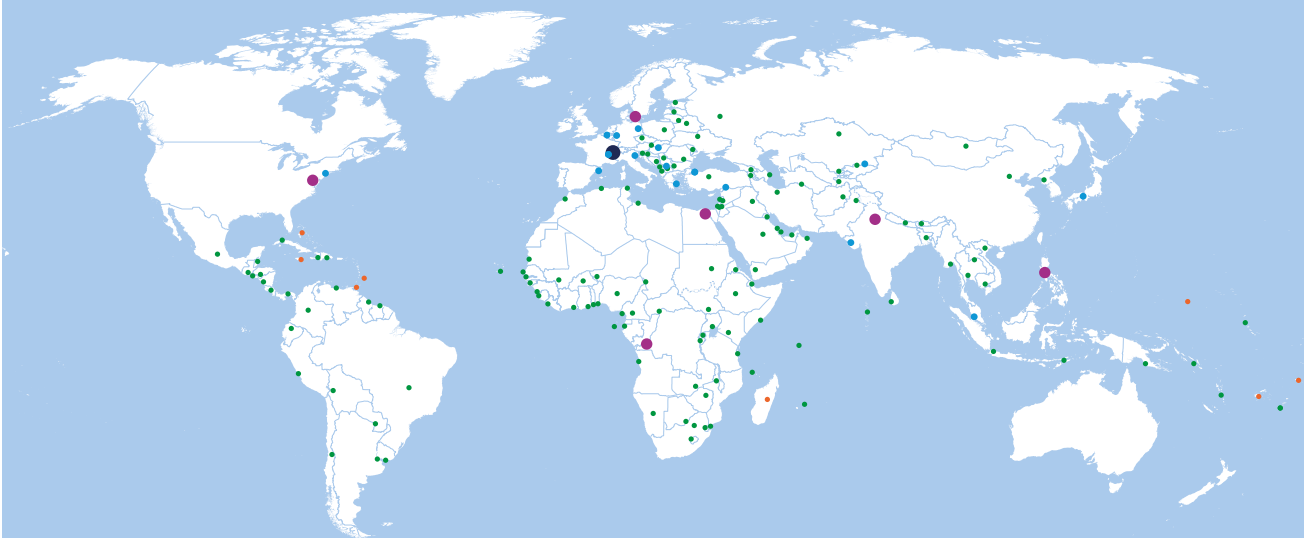
Au cours des quatre prochaines années, sur la base d'une analyse pays par pays des systèmes de santé et des capacités de l'action humanitaire, les bureaux de pays seront renforcés en veillant à ce que chacun d'entre eux dispose des capacités de base nécessaires à l'accomplissement de sa mission. Les priorités et les cibles seront définies dans le cadre des stratégies de coopération avec les pays, et une attention plus soutenue à la mise en œuvre et à l'impact aux trois niveaux du Secrétariat de l'OMS permettra d'axer le soutien sur l'accélération des progrès vers la réalisation des cibles des ODD.

**« Le Viet Nam collabore étroitement avec l'OMS dans la marche de notre pays vers une meilleure santé pour notre population, grâce à la progression de la couverture sanitaire universelle et au renforcement des soins de santé primaires, à l'amélioration des capacités de préparation et de riposte aux pandémies, et à la lutte contre les facteurs de risque des maladies. »**

Dao Hong Lan, Ministre de la Santé, Viet Nam

Fig. 6

### Bureaux de l'OMS dans le monde



● Siège   ● Bureau spécialisé   ● Bureau régional   ● Bureau multipays   ● Bureau de pays

# 3 Investir dans l'OMS pour un monde plus sûr et plus sain



**« Face aux menaces croissantes qui pèsent sur la santé mondiale, le monde doit s'unir pour garantir à l'OMS un financement durable. L'augmentation des contributions fixées et le cycle d'investissement sont des étapes clés pour atteindre cet objectif, et sont pleinement soutenus par la Norvège. »**

Jonas Gahr Støre, Premier ministre, Norvège

Un financement durable signifie un financement souple, prévisible et résilient (tableau 1). Lors de sa création, l'OMS recevait la quasi-totalité de son financement sous la forme de contributions fixées versées chaque année par les États Membres de manière prévisible. Ces contributions peuvent être déployées de manière souple et proviennent, par définition, d'une large base d'États Membres. Cette

source a diminué en termes relatifs et représente moins d'un quart du financement de l'OMS, les trois quarts restants provenant de contributions volontaires, essentiellement d'un petit nombre de donateurs. Les contributions prennent souvent la forme de subventions à court terme, généralement destinées à des programmes ou bureaux spécifiques. Ainsi, l'OMS rédige chaque année plus de 3 000 rapports à l'intention des donateurs et, compte tenu de la nature à court terme des dons, ne peut pas planifier les travaux à long terme nécessaires pour s'acquitter de son mandat.

Les États Membres et les organes comme le Comité consultatif indépendant d'experts de la surveillance constatent depuis longtemps que le fait de recevoir des fonds de cette manière crée des difficultés et des risques pour la mission de l'OMS. La pandémie de COVID-19 a mis cet aspect en évidence, car l'Organisation a dû réagir avec souplesse et à une échelle sans précédent.

**Tableau 1**

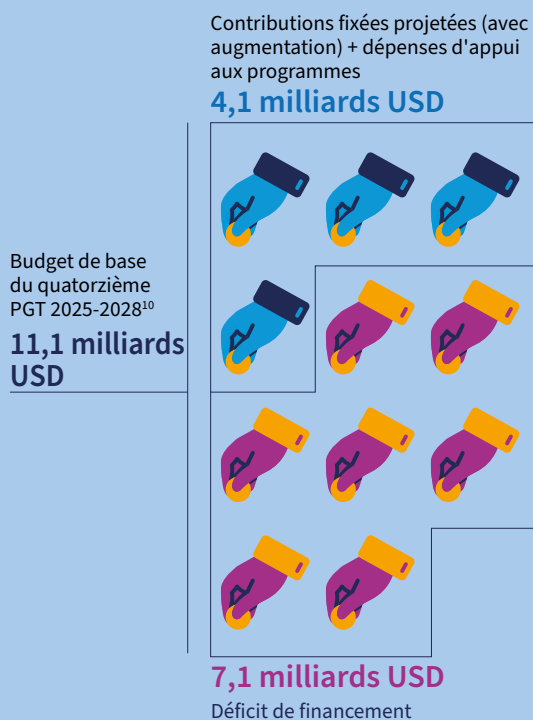
## Call for sustainable financing for WHO


Objectifs	Présent	Futur
<b>Financement souple</b>	<p>Les contributions fixées représentent 23 % du budget de base pour l'exercice biennal 2024-2025.</p> <p>Les contributions volontaires représentent 77 % du segment de base pour l'exercice biennal 2024-2025.</p> <p>Quelque 87 % des contributions volontaires actuellement disponibles sont à objet strictement désigné.</p>	<p>Les contributions fixées couvrent 50 % du budget de base d'ici à 2030.</p> <p>Les contributions volontaires sont plus souples.</p>
<b>Financement prévisible</b>	<p>Plus de 60 % du personnel des bureaux de pays sont employés dans le cadre de contrats à court terme.</p>	<p>Davantage de contributions volontaires sont annoncées pour quatre ans, ce qui permet une meilleure planification et une dotation en personnel à plus long terme.</p>
<b>Financement résilient</b>	<p>69 % des contributions volontaires proviennent de 10 donateurs.</p>	<p>La base des donateurs est élargie.</p>

WHO: World Health Organization.

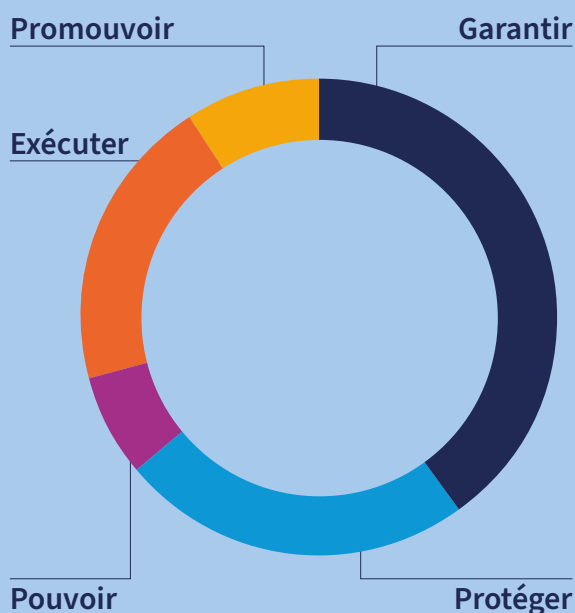
Fig. 7

## Déficit de financement pour le budget de base de l'OMS, 2025-2028



 1 milliard de USD

## Répartition du budget de l'OMS pour 2025-2028 entre les objectifs stratégiques



# 7,1 milliards USD

## de contributions volontaires seront nécessaires pour 2025-2028

En 2022, les États Membres ont demandé des propositions budgétaires qui tiennent compte de l'ambition de porter les contributions fixées à 50 % du segment de base du budget programme d'ici à 2030. Sur cette base, l'Assemblée mondiale de la Santé 2022 a approuvé la première augmentation des contributions fixées pour permettre à l'OMS d'atteindre cet objectif. Les États Membres ont également approuvé le lancement d'un cycle d'investissement visant à élargir la source des contributions volontaires et à promouvoir des subventions plus importantes et plus souples, promises pour quatre ans, en s'alignant

sur les résultats et les produits du quatorzième programme général de travail et sur les rapports institutionnels de l'OMS.

Le financement intégral et durable du budget de l'OMS pour la période 2025-2028 est nécessaire pour que le quatorzième PGT atteigne son objectif : contribuer à sauver plus de 40 millions de vies supplémentaires, avec un retour sur investissement de 35 dollars pour chaque dollar dépensé.

Le financement total requis pour le quatorzième PGT s'élève à 11,1 milliards USD, à répartir entre les objectifs stratégiques de l'OMS (Figure 7)<sup>11</sup>, à savoir un financement spécifique pour le renforcement des bureaux de pays, qui recevront une plus grande part des fonds ; la transition pour la poliomyélite ; ainsi que les données et l'innovation.<sup>12</sup>

Conformément aux décisions et aux demandes des États Membres, les contributions fixées, y compris les augmentations futures prévues, représenteront 4,1 milliards USD des besoins budgétaires totaux pour la période de quatre ans couverte par le quatorzième PGT.

**« Le financement durable de l'OMS est indispensable pour que l'Organisation puisse s'acquitter de son mandat constitutionnel pleinement et efficacement. L'augmentation progressive des contributions fixes constitue une étape historique en ce sens. Parallèlement à l'augmentation des contributions fixes, l'OMS a besoin d'une plus grande prévisibilité et d'une plus grande souplesse des contributions volontaires pour la totalité de la période de quatre ans couverte par le quatorzième PGT. »**

Son Excellence la D<sup>re</sup> Hanan Mohamed Al Kuwari, Ministre de la Santé publique, Qatar

Par conséquent, un financement par contributions volontaires d'au moins 7,1 milliards USD sera nécessaire pour 2025-2028 (Figure 7).

Le cycle d'investissement offre une occasion unique de rallier toutes les parties prenantes à la mise en œuvre du quatorzième PGT afin de réaliser les progrès nécessaires pour atteindre les cibles de l'ODD 3. Il vise à préserver l'engagement politique en faveur de la santé mondiale et de l'OMS, et cherche à obtenir des engagements pour financer intégralement le quatorzième PGT en soutenant l'augmentation des contributions fixes et en fournissant des contributions volontaires pour couvrir le déficit de financement de 7,1 milliards USD d'ici à la fin de 2024.

Les partenaires philanthropiques et du secteur privé sont également invités à fournir des contributions afin de tirer parti de leurs atouts pour améliorer la santé des personnes et maximiser l'impact. Cette approche est conforme au Cadre de collaboration avec les acteurs non étatiques et à la collaboration avec la Fondation pour l'OMS.



Séance d'information sur les processus liés à l'organe intergouvernemental de négociation en marge de la cent cinquante-quatrième session du Conseil exécutif de l'OMS. © WHO / Pierre Alboury

# 4 Ensemble, créer de la valeur pour tout le monde



**« Le renforcement de la coopération multilatérale en matière de santé, avec l'OMS en son centre, non seulement nous unit en tant qu'êtres humains, mais sert également les intérêts de chacune de nos nations. Indépendamment des impératifs moraux et épidémiologiques, c'est la mesure financièrement prudente et responsable à prendre pour chacune de nos nations, qu'elle soit riche ou pauvre. »**

Son Excellence Tharman Shanmugaratnam, Président de Singapour et ancien Coprésident du Groupe indépendant de haut niveau sur le financement des biens collectifs mondiaux pour la préparation et la riposte aux pandémies

Élargir les bienfaits des vaccins et des traitements les plus récents, protéger le monde contre la prochaine pandémie, y compris la pandémie silencieuse de résistance aux antimicrobiens, faire face aux effets des changements climatiques sur la santé et renforcer les systèmes de santé partout dans le monde, tels sont les principaux objectifs de santé publique au niveau mondial. La réalisation de ces objectifs dépend des biens de santé publique fournis par l'OMS. Ces biens sont ancrés dans les normes, les critères, les recherches et les données fondés sur des données probantes, rassemblés par l'OMS et ses efforts systématiques pour renforcer les capacités afin de garantir la santé pour tout le monde.

Les biens de santé mondiaux créés par l'OMS, avec l'appui des meilleurs experts et des meilleures compétences dans le monde entier, profitent à tout le monde, à condition qu'ils soient disponibles et appliqués partout. La disponibilité de ces biens dépend du réseau de bureaux régionaux et de bureaux de pays de l'OMS, qui travaillent avec les gouvernements nationaux et les aident à mettre en œuvre les normes et les meilleures pratiques sanitaires convenues au niveau mondial. Selon la Constitution de l'OMS, « l'inégalité des divers pays en ce qui concerne l'amélioration de la santé et la lutte contre les maladies, en particulier les maladies transmissibles, est un péril pour tous ». C'est aussi vrai aujourd'hui qu'il y a plus de 75 ans.

Au cours des 4 prochaines années, l'OMS changera la trajectoire de la santé mondiale.

Elle identifiera les solutions qui maximisent les avantages à la fois pour le climat, l'équité et la santé. Les dispositifs d'alerte rapide tous risques confondus

et les améliorations systématiques de la préparation sur la base du RSI (2005) permettront de mieux lutter contre le risque croissant d'épidémies.

Les progrès vers la CSU seront accélérés si l'on met davantage l'accent, au niveau local, sur la mise en œuvre des approches axées sur les soins de santé primaires, et si l'on procède à une réforme du financement de la santé qui donne aux pays la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour mettre en place les systèmes de santé publique qui sous-tendent la résilience en matière de santé. L'OMS soutiendra les pays dans la dernière ligne droite de leurs efforts visant à éliminer les menaces pour la santé publique, qu'il s'agisse du VIH, de la tuberculose, du paludisme, du cancer du col de l'utérus ou des maladies tropicales négligées. L'OMS collaborera avec les États Membres et ses partenaires pour donner la priorité aux stratégies de prévention et de promotion de la santé et investir dans celles-ci afin de lutter contre les effets des changements climatiques et les déterminants responsables des problèmes de santé.

Le cycle d'investissement lancé par les États Membres marque un changement profond dans le mode de financement de l'OMS et constitue une approche novatrice pour faire face à l'imprévisibilité du financement. Il devrait insuffler un nouveau dynamisme au financement, afin de mieux identifier les besoins émergents et d'y affecter des ressources de manière prévisible et efficace.

Chaque année, 9 000 milliards USD sont consacrés à la santé dans le monde. Le financement intégral de l'OMS sur 4 ans ne nécessite qu'un millième de ce montant. En contrepartie de cet investissement, le monde bénéficiera de normes faisant autorité et fondées sur des données probantes dans tous les domaines de la santé, d'un cadre pour l'accès à des produits de santé de qualité, d'alerte rapide en cas d'épidémie, d'un soutien aux systèmes de santé nationaux dans tous les pays, ainsi que d'agents de santé et de fournitures sur le terrain en cas de crise.

Pour obtenir les résultats promis par l'OMS pour 2025-2028, il faut que le budget de 11,1 milliards USD de l'Organisation soit financé intégralement et de manière souple. Les États Membres ont répondu à l'appel à l'action visant à renforcer l'OMS en acceptant de relever le montant annuel de leurs contributions fixées. Aujourd'hui, nous appelons les États Membres et les partenaires à combler le déficit de 7,1 milliards USD nécessaire pour atteindre les objectifs du quatorzième PGT.

**Ensemble, nous pouvons garantir la santé pour tout le monde.**



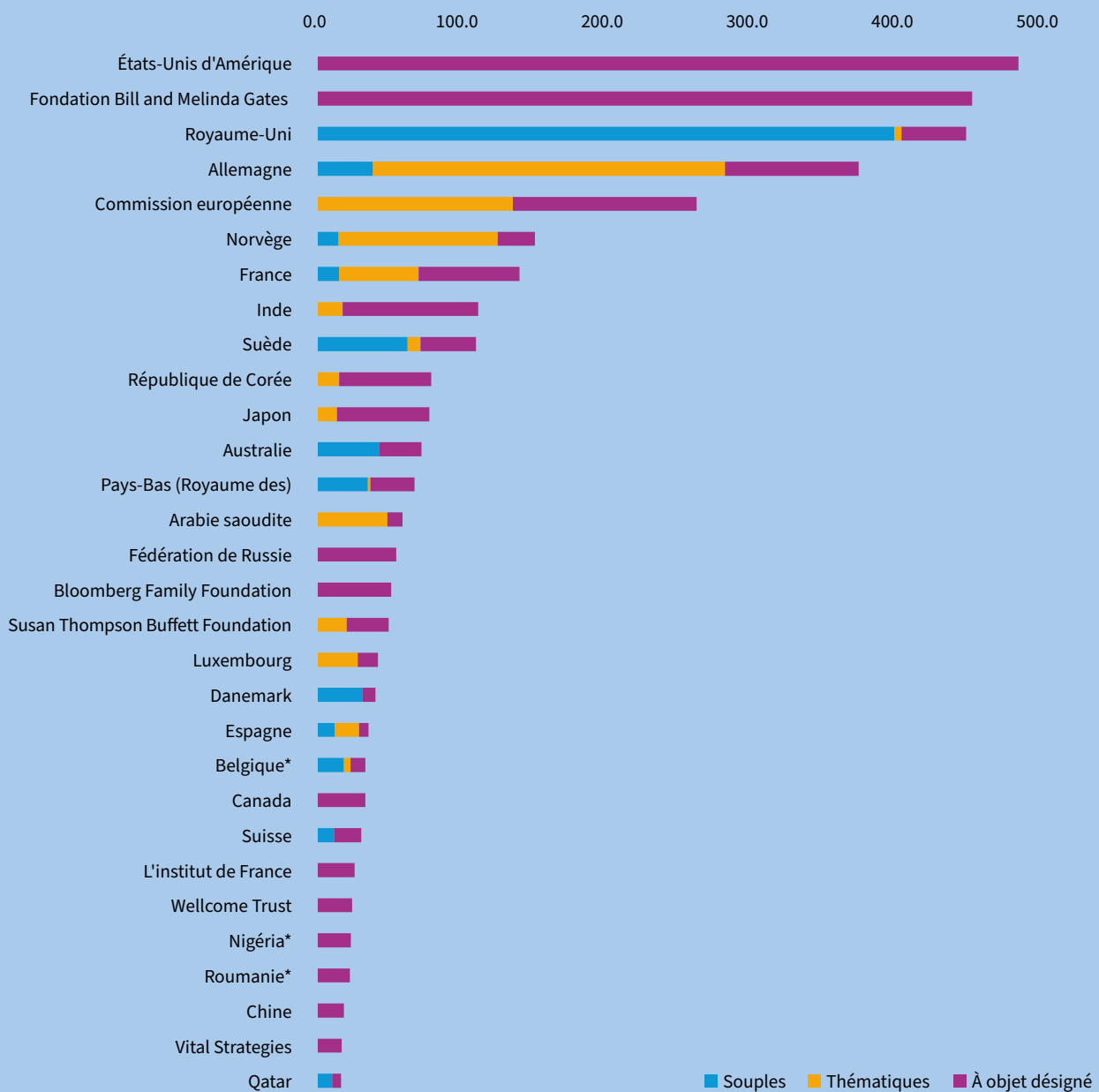
# Références

1. Organisation mondiale de la Santé. Methods for the third WHO investment case. Genève : Organisation mondiale de la Santé ; 2024
2. Un sain investissement : argumentaire pour financer durablement l'OMS. Genève : Organisation mondiale de la Santé ; 2022. (<https://iris.who.int/handle/10665/354372>, consulté le 8 mai 2024).
3. Sheehan, P., Rasmussen, B., Sweeny, K., Maharaj, N. and Symons, J. (2022). WHO Investment Case 2.0: Technical Report, Victoria Institute of Strategic Economic Studies, Victoria University, Melbourne [https://vuir.vu.edu.au/43539/7/WHO\\_Investment\\_Case2.0TechnicalReport310522FINAL-REV-B.pdf](https://vuir.vu.edu.au/43539/7/WHO_Investment_Case2.0TechnicalReport310522FINAL-REV-B.pdf)
4. Zhao Q, Guo Y, Ye T et al. Global, regional and national burden of mortality associated with non-optimal ambient temperatures from 2000-2019: a three-stage modelling study. *Lancet Planet Health*. 2021; 5: e415-25.
5. Lelieveld J, Haines A, Burnett R. Air pollution deaths attributable to fossil fuels: observational and modelling study. *BMJ* 2023;383:e077784
6. Universal Health Coverage Partnership [site Web]. Genève : Organisation mondiale de la Santé ; 2021 (<https://extranet.who.int/uhcpartnership/>, consulté le 8 mai 2024).
7. Sustainable Development Goals: Health price tag [site Web]. Genève : Organisation mondiale de la Santé ; 2017 (<https://www.who.int/news-room/questions-and-answers/item/sustainable-development-goals-health-price-tag>, consulté le 8 mai 2024).
8. Whiting K. 5 conditions that highlight the women's health gap [internet]. Forum économique mondial. 3 mai 2024 (<https://www.weforum.org/agenda/2024/02/womens-health-gap-healthcare/>, consulté le 8 mai 2024).
9. HCR Tendances mondiales 2022 [site Web] Copenhague : Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés; 2022 (<https://www.unhcr.org/fr/en-bref/qui-nous-sommes/aperçu-statistique>, consulté le 20 mai 2024).
10. Antimicrobial Resistance Collaborators. Global burden of bacterial antimicrobial resistance in 2019: a systematic analysis. *Lancet*. 2022 Feb 12;399(10325):629-655. doi: 10.1016/S0140-6736(21)02724-0.
11. La ventilation du budget du quatorzième PGT n'est qu'indicative, l'établissement des priorités et les allocations budgétaires sont en cours.
12. Ne comprend pas l'éradication de la poliomyélite, les appels d'urgence et le fonds de réserve.

# Annexe

## Contributions volontaires au segment de base, recettes

Les 30 premiers contributeurs volontaires (pays et fondations) au segment de base de l'OMS, recettes, 2020-2023 (millions USD)



\*Cette contribution comprend les fonds reçus pour le compte d'autrui et/ou autres formes d'allocations provenant d'autres donateurs et transmises à l'OMS par l'intermédiaire de ce partenaire. Les contributeurs n'incluent pas Gavi, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et l'Organisation des Nations Unies.





World Health Organization  
Avenue Appia 20  
1211 Geneva  
Switzerland

